

correspondance de presse internationale
inprecor



- Belgique : Face au gouvernement des patrons •
- **Le mouvement de la GenZ 212 au Maroc** •
- Grande-Bretagne : Your Party •



Aux abonné·es !

Les envois de relances coûtent cher et prennent beaucoup de temps. Le numéro avec lequel votre abonnement prend fin figure sur votre envoi, en gras, au dessus de l'adresse.

Alors... réabonnez-vous sans attendre la relance. Le temps ainsi économisé sera précieux pour la rédaction. D'avance, MERCI !



Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Bureau exécutif de la IV^e Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Leur reproduction est autorisée en citant la source.

Éditée par la PECL Sarl au capital de 7 622,45 €, SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration :
PECL-INPRECOR, 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil, France

Tél. : +33 1 48 70 42 25

E-mail : redaction@inprecor.fr

Directeur de publication, gérant :
Jan Malewski

Rédacteur en chef : Antoine Larrache

Correction : Isabelle Guichard

CPPAP n° 0926 | 88313

Belgique : agrément n° P928275

ISSN 1 0294-8516

Imprimé par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir,
93106 Montreuil Cedex, France

IMPRIM' VERT

Pour la diffusion dans les librairies,
prenez contact avec la rédaction, SVP.

Sommaire

décembre 2025 n° 739

Édito

Kay Mann



La victoire de Mamdani et les perspectives socialistes 3

Maroc

Ismail Manouzile le mouvement de la GenZ 212 au Maroc 5

Europe

Simon Bolanz

Veronica Fagan

Belgique : Face au gouvernement des patrons 10

Grande-Bretagne : difficultés et opportunités 14

Dossier Intelligence artificielle

Leonard Brice

Harvey J. Graff & Sean Kamperman

Une IA écosocialiste est-elle possible ? 20

Contradictions sans dialectique : à propos du débat sur l'IA dans l'enseignement supérieur 25

Michael Roberts La bulle de l'IA et l'économie étatsunienne 29



Nouvelles de l'Internationale

Arno Münster

À propos du Manifeste pour une révolution écosocialiste de la Quatrième Internationale 34

Sabrina Fernandes

Les germes d'un programme radical 35

Lectures



Jan Malewski

de Zbigniew Kowalewski, Révolutions ukrainiennes 1917-1919 & 2014 36

Abonnement (11 numéros par an)

Ma formule

France - DOM-TOM - Europe - Afrique	30 € (6 mois) <input type="checkbox"/>
	55 € (1 an) <input type="checkbox"/>
Autres destinations	39 € (6 mois) <input type="checkbox"/>
	71 € (1 an) <input type="checkbox"/>
Pli fermé (toutes destinations)	92 € (1 an) <input type="checkbox"/>
Moins de 25 ans et chômeurs	20 € (6 mois) <input type="checkbox"/>
Institutions (lecteurs multiples, toutes destinations)	92 € (1 an) <input type="checkbox"/>
Abonnement de soutien à partir de 70 € (1 an) <input type="checkbox"/>
Lecteurs solidaires (6 mois offerts à une personne qui ne peut pas payer)	24 € (6 mois) <input type="checkbox"/>
Abonnement PDF (pas d'envoi papier)	25 € (1 an) <input type="checkbox"/>

Total :

Pour continuer, inprecor a besoin de votre soutien.
Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre chèque ou de votre virement d'abonnement !

Mes coordonnées

Nom Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Pays : Tél. :
E-mail :

Formule découverte
(réservé aux nouveaux abonnés)

12 €, pour 3 mois

Anciens numéros



Mon paiement

• Virements bancaires à "PECI", à adresser au Société Générale, Agence Nation Jaucourt, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France. Compte n°30003 / 02795 / 0020066402 / 86. IBAN :

FR76 3000 3027 9500 0200 6640 286

BIC : SOGEFRPP

• Chèques bancaires libellés à l'ordre de "PECI", à adresser à Inprecor-PECI, 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil, France (éviter les chèques hors de France en raison des frais bancaires).

• Carte bancaire sur <https://la-breche.com/abos-inprecor>



La victoire de Mamdani et les perspectives socialistes

La victoire de Zohran Mamdani à l'élection municipale de New York a dynamisé la gauche, exaspéré Trump (qui semble vouloir le coopter après l'avoir qualifié de « communiste » et avoir menacé de couper les fonds fédéraux destinés à New York) et stimulé le débat au sein de la gauche sur l'action politique indépendante et l'utilisation du bulletin de vote du Parti démocrate.

Par
Kay Mann

Mamdani a remporté la victoire grâce à un programme de réformes radicales comportant une dynamique anticapitaliste, qui abordait directement les questions du logement abordable, des transports et de la protection de l'enfance, et se présentait ouvertement comme socialiste démocratique, musulman, pro-Palestinien, immigrant et défenseur des immigrant·es dans une période marquée par les raids terroristes de l'ICE mais aussi du déclin du soutien public à Trump.

Un mouvement populaire

La campagne a suscité un enthousiasme considérable dans les quartiers populaires et immigrés, mobilisant 104 000 bénévoles, dont 11 000 membres de DSA de New York. Le caractère populaire et pro-immigré·es de la campagne l'a inscrite dans le vaste mouvement anti-Trump qui a vu trois grandes mobilisations à l'échelle nationale au cours des derniers mois. La dernière manifestation, le 18 octobre, a rassemblé sept millions de personnes.

Mamdani s'est présenté comme candidat du Parti démocrate après avoir battu deux politiciens discrédités lors des primaires du PD, l'ancien gouverneur Andrew Cuomo, contraint de démissionner à la suite de révélations de harcèlement

“Une opposition considérable viendra de l'establishment, du secteur immobilier et des milliardaires.”

sexuel, et l'actuel maire démocrate Eric Adams, accusé de corruption et finalement sauvé politiquement par Trump. Lors de l'élection générale, il a affronté Cuomo et le candidat républicain Curtis Sliwa, un milicien bien connu qui avait fait campagne sur la promesse d'embaucher 7 000 policiers supplémentaires. La victoire de Mamdani s'inscrit dans une vague de victoires démocrates à travers le pays, dont plusieurs membres de DSA, à un moment où le soutien à Trump est en baisse dans les sondages.

Si certains ont présenté la victoire de Mamdani comme une surprise, tous les sondages le donnaient favori. La surprise est venue lorsqu'il a remporté les primaires du PD. Bien qu'il ait dû faire face à l'opposition de nombreux dirigeant·es du Parti démocrate (le leader démocrate au Sénat Chuck Shumer et l'ancien président Barack Obama ne l'ont pas réellement soutenu), il a bénéficié du soutien de certains démocrates, notamment de Kathy Hochul, la gouverneure centriste de New York, et des ressources matérielles du PD.

Paradoxes de la victoire

La campagne de Mamdani, sa victoire et les perspectives de mise en œuvre de son programme se heurtent à une contradiction fondamentale. Il a remporté l'élection grâce à son programme progressiste. Ayant été élu sous la bannière

du PD avec les ressources du parti et certains soutiens, il sera soumis à une pression énorme de sa part pour modérer son programme. Ainsi, la gouverneure Kathy Hochul a déjà indiqué qu'elle s'opposerait à la forte augmentation des impôts pour les super-riches que Mamdani estime nécessaire pour mettre en œuvre son programme.

Une opposition considérable viendra de l'establishment du PD, du secteur immobilier et des milliardaires que Mamdani entend taxer pour financer son programme. Cela souligne la nécessité d'un mouvement de masse pour pousser à sa mise en œuvre, et la dimension populaire de la campagne montre le potentiel pour construire un tel mouvement de masse. Mais au lieu de cela, Mamdani s'est entouré de conseiller·es issus·es d'organisations non gouvernementales (ONG) et semble mettre en place une organisation hiérarchisée plutôt qu'un mouvement démocratiquement contrôlé.

Action politique indépendante pour la classe ouvrière et ses alliés

L'élection de Mamdani va relancer le débat au sein de DSA et de toute la gauche américaine sur l'efficacité de l'utilisation du bulletin démocrate pour remporter des sièges, ce qu'on appelle la « rupture



Kay Mann

Kay Mann est membre de Solidarity, section de la IV^e Internationale aux États-Unis, et professeure de sociologie à l'Université.



sale » par opposition à la « rupture propre » qui consiste à mener des campagnes socialistes indépendantes en dehors du Parti démocrate.

Les partisans de la rupture propre affirment que le Parti démocrate est un parti des élites, contrôlé par des milliardaires et qu'il ne peut être transformé en outil au service du socialisme. Ils s'opposent à la candidature ou au soutien de candidats démocrates et appellent à mener des campagnes socialistes indépendantes lorsque cela est possible. La plupart des partisans de la « rupture sale » s'accordent à dire que le PD est irréformable et considèrent l'utilisation du vote démocrate comme une tactique. Si DSA et d'autres candidat·es socialistes ont remporté des élections, comme Mamdani, il est difficile d'imaginer qu'une organisation socialiste indépendante puisse être construite avec une telle orientation.

La situation politique actuelle aux États-Unis, notamment la résistance croissante contre Trump – qui s'est manifestée lors d'au moins trois manifestations massives *No Kings!* depuis le 5 avril –, les sondages montrant la perte de soutien de Trump parmi

“ Si des socialistes ont remporté des élections, il est difficile d'imaginer qu'une organisation socialiste indépendante puisse être construite avec une telle orientation. ”

sa propre base et les campagnes réussies comme celle de Mamdani, tout cela indique la possibilité de construire un mouvement socialiste de masse indépendant aux États-Unis. Mais cette énergie sera absorbée et gaspillée si les socialistes se présentent sous la bannière démocrate.

Une orientation socialiste indépendante est possible

Il est prouvé que des campagnes socialistes indépendantes ancrées dans le mouvement de masse peuvent aujourd'hui remporter des élections. En avril dernier, Alex Brower, coprésident du DSA de Milwaukee, a remporté une élection partielle pour un siège au conseil municipal avec le soutien de DSA et de l'organisation socialiste révolutionnaire Solidarity. Il a mené une campagne énergique en tant que socialiste assumé, avec un programme radical comprenant la municipalisation de la compagnie d'électricité locale, et le soutien d'une petite armée de bénévoles de DSA et d'autres organisations, pour battre de manière décisive un démocrate progressiste. Bien qu'il s'agisse d'une élection qui se

déroule en dehors du cadre des partis, la victoire de Brower en tant que socialiste assumé et le caractère démocratique et populaire de sa campagne montrent qu'il est possible de mener et de remporter des campagnes socialistes populaires. Brower a également fondé et dirige une organisation populaire appelée Power to the People, appuyée sur DSA, qui vise à municipaliser la compagnie d'électricité locale. Bien que Milwaukee ne soit pas New York et qu'un siège au conseil municipal ne soit pas la mairie, cette combinaison de la politique socialiste anticapitaliste populaire et électorale observée dans la campagne de Brower représente la voie à suivre pour le socialisme aux États-Unis.

À leur manière, les campagnes de Mamdami et Brower et les mouvements anti-Trump et anti-ICE en pleine expansion montrent que les socialistes ont la capacité d'attirer le soutien enthousiaste de la classe ouvrière et des communautés opprimées pour disputer et remporter des élections et construire un mouvement socialiste de masse vigoureux capable de proposer une alternative socialiste au néofascisme de Trump et au néolibéralisme des démocrates. ■

Le 22 novembre 2025



Le mouvement de la GenZ 212 au Maroc

Le mouvement de la jeunesse au Maroc s'inscrit dans les évolutions de la société marocaine depuis près de vingt ans, et dans les difficultés du mouvement ouvrier et de toutes les forces de résistance dans leur rapport au pouvoir central (1).

Entretien avec
Ismail Manouzi

Dans quel contexte le mouvement Génération Z 212 a-t-il vu le jour ?

Ce contexte se caractérisait par une forte tension sociale, due à l'accumulation du mécontentement populaire. Le pays connaît une inflation sans précédent depuis quatre ans, mais la colère est restée latente, n'ayant pas donné lieu à des luttes comme celles de 2006-2007 avec l'apparition de coordinations contre la cherté de la vie. Sans parler, bien sûr, de la détérioration des services publics, notamment l'éducation et la santé, et de la propagation du chômage, après des décennies d'application stricte des directives de la Banque mondiale et du Fonds monétaire interna-

tional. Dans l'ensemble, depuis la répression du Hirak du Rif en 2017, la situation est caractérisée par l'étouffement des possibilités de lutte et de liberté d'expression, avec une censure stricte et l'arrestation de blogueurs et de journalistes. La résistance populaire a donc pris la forme, en 2018, d'une campagne de boycott des produits d'un certain nombre de grandes sociétés, en protestation contre la hausse des prix, parmi lesquelles la société pétrolière de l'actuel Premier ministre, l'un des plus grands capitalistes du pays, dont la fortune nette s'élève à 2 milliards de dollars américains. Le mouvement de lutte populaire dans les régions défavorisées, qui avait vu le jour dans la seconde moitié des années 1990 et avait atteint son apogée à Sidi Ifni en 2005-2008 et dans le Rif en 2016-2017, a perdu de son élan.

Un mouvement de lutte populaire a vu le jour après les conséquences du tremblement de terre dans la région du Haouz (septembre 2023), mais il a été réprimé et certains de ses dirigeants ont été emprisonnés. Compte tenu de l'impact du changement climatique, de nombreuses régions sont désormais confrontées à des problèmes d'approvisionnement en eau potable, ce qui a donné lieu à une recrudescence des luttes, en particulier dans les zones rurales, mais celles-ci n'ont pas pu être coordonnées en raison de la faiblesse des forces de gauche.

C'est alors que le Hirak de Figuig (novembre 2023) a vu le jour, dans



Ismail Manouzi

Ismail Manouzi est rédacteur en chef du journal *Al Mounadil-a* au Maroc et membre de la IV^e Internationale.

le cadre d'une mesure visant à privatiser les services liés à l'eau. Le pays a connu des luttes sectorielles menées par des jeunes, notamment celles des étudiant·es en médecine, des enseignant·es contractuel·les et des travailleur·ses du secteur de la santé...

Puis est venue la vague de luttes populaires de cette année, avec la marche d'Aït Bouguemez, en juillet dernier, qui a duré deux jours entre les montagnes et la ville d'Azilal, pour des revendications sociales : éducation, santé, droit à la construction de logements ruraux, fin de l'isolement routier et numérique... Cette marche victorieuse a marqué le début d'une vague de marches similaires dans la région. Parallèlement, d'autres régions ont connu des manifestations populaires en raison de la pénurie d'eau potable (le Maroc connaît une vague de sécheresse sans précédent qui dure depuis 10 ans), ainsi qu'un mouvement populaire, dans la ville de Taounate, en raison de la détérioration généralisée de la situation sociale. Enfin, le mouvement Génération Z a vu le jour à la suite d'une manifestation devant l'hôpital régional d'Agadir le 14 septembre 2023 suite à la mort de 8 femmes à la maternité de cet hôpital. En raison de l'austérité prolongée



«Il faut des procès pour les corrompus, et la liberté pour les protestataires»

1) 212 est l'indicatif téléphonique du Maroc.

en matière de dépenses de santé, les hôpitaux publics se trouvent dans un état de délabrement tel qu'ils ne répondent plus aux besoins minimaux des citoyen·nes. Il s'agit d'une politique délibérée visant à détourner les citoyen·nes du secteur public vers le secteur privé, auquel toutes les portes ont été ouvertes et qui a connu un développement considérable, passant des cliniques aux grands complexes de santé. La manifestation d'Agadir a eu un grand retentissement au niveau national, d'autant plus qu'elle a été réprimée et qu'elle a permis à de nombreuses victimes du système de santé public de témoigner sur leur situation tragique.

Moins de deux semaines après l'étincelle d'Agadir, la protestation du mouvement Génération Z a débuté le 27 septembre 2025.

Voilà pour le contexte du

mouvement GenZ 212 du point de

vue de la lutte sociale populaire.

Qu'en est-il du contexte ouvrier ?

Le mouvement Génération Z 212 a commencé sa lutte trois jours après l'entrée en vigueur d'une loi interdisant pratiquement les grèves ouvrières. L'adoption de cette loi représente une défaite historique pour le mouvement ouvrier marocain et témoigne de son extrême faiblesse, qui a rendu inexistante son influence sur les jeunes engagé·es dans la lutte. En raison de la domination des forces politiques prônant la paix sociale au sein du mouvement syndical, les défaites se sont succédé sous le prétexte du « partenariat social », qui consiste pour l'État à intégrer les dirigeants syndicaux dans tous les plans visant à réduire les acquis sociaux.

À commencer par ce qu'on a appelé la charte nationale de l'éducation et de la formation, une charte néolibérale (1999) qui a ouvert la voie à la destruction du service public de l'éducation au profit du capital investi dans le secteur. Il y a eu également une restructuration de la protection sociale (assurance maladie et retraite) selon la même logique néolibérale, et la modifica-

“En raison de l'austérité prolongée en matière de dépenses de santé, les hôpitaux publics se trouvent dans un état de délabrement tel qu'ils ne répondent plus aux besoins minimaux des citoyens. Il s'agit d'une politique délibérée visant à détourner les citoyen·nes du secteur public vers le secteur privé.”



« Avec l'amour on écrira l'histoire ».
Le 9 octobre 2025

tion du droit du travail vers plus de précarité et la

suppression des acquis historiques, ainsi que l'application des méthodes de gestion de la main-d'œuvre propres au secteur privé dans les secteurs publics (contrats temporaires, exploitation accrue...).

À cela s'ajoute l'incapacité du mouvement syndical à s'opposer à la privatisation rampante, à la politique de taux de chômage élevés, à la précarité généralisée et à la répression des libertés syndicales. Ainsi, la loi marocaine contient toujours des dispositions qui criminalisent la grève (une « entrave à la liberté du travail ») et interdisent la grève des fonctionnaires (loi datant de 1958) et interdisent la grève par réquisition de l'outil de travail par les salariés. La politique des bureaucraties syndicales a affaibli les syndicats et leur a fait perdre leur crédibilité, de sorte que la colère des travailleur·ses s'est exprimée dans des coordinations sectorielles qui ont accru la fragmentation et la désagrégation du paysage syndical.

Bien sûr, la résistance ouvrière se poursuit en dernière ligne de défense (lutte contre les licenciements, défense du droit syndical...), mais elle est dispersée, sans programme de lutte unifié ni horizon politique. La plus grande lutte dans ce contexte a été la grève

des travailleur·ses de l'éducation pendant trois mois consécutifs (2023-2024) pour repousser l'attaque visant à imposer un statut qui détruit les acquis et impose des conditions de travail difficiles. Ce mouvement s'est caractérisé par l'émergence de nouvelles coordinations qui ont mobilisé les enseignant·es, y compris les bases des syndicats qui, pour la plupart, ont accompagné le plan du ministère de l'Éducation. Le mouvement a remporté une victoire partielle, l'État ayant renoncé à certaines dispositions du statut et accordé une augmentation salariale sans précédent dans l'histoire du secteur, supérieure à celle obtenue lors du mouvement du 20 février 2011. Cependant, cette augmentation n'a pas totalement satisfait les enseignant·es, car l'inflation a limité son effet. Mais l'absence d'une gauche syndicale a empêché la structuration de la base du mouvement de coordinations, ainsi que l'extension de la grève à au moins deux grands secteurs de l'État en ébullition à l'époque : les collectivités territoriales (90 000 salarié·es) et la santé (80 000 salarié·es), extension qui aurait pu ouvrir la voie à une grève générale redonnant au mouvement syndical son dynamisme et de nouvelles perspectives.

Au lieu de cela, les dirigeant·es des syndicats ont poursuivi leur politique de collaboration avec l'État en accep-

tant l'adoption d'une loi qui supprime la liberté de grève, tout en feignant de s'y opposer. Elles ont également accepté de poursuivre la réforme des régimes de retraite, après une première réforme en 2016 (relèvement de l'âge de la retraite des fonctionnaires à 63 ans, réduction des pensions et augmentation du montant des retenues sur salaire). Enfin, les dirigeant·es des syndicats ont accepté de modifier le droit du travail dans le sens d'une plus grande flexibilité et précarité.

Ces reculs fondamentaux ont aggravé la crise du mouvement syndical et lui ont fait perdre toute considération aux yeux de la classe ouvrière.

Le mouvement syndical marocain a donc été totalement pris au dépourvu par le mouvement GenZ 212, alors qu'il se trouve dans un état de faiblesse organisationnelle et sous la domination de dirigeant·es collaborant avec l'État, ce qui le rend incapable de soutenir la lutte des jeunes et d'y répondre comme l'exige le devoir de lutte.

La position des dirigeant·es des syndicats, dont certain·es sont guidé·es par des partis d'opposition réformistes ou religieux réactionnaires, quand d'autres sont directement subordonnés au palais, n'est pas nouvelle : la même approche a été suivie lors du mouvement du 20 février 2011, et elle s'est accentuée après que la révolution qui avait débuté en Syrie s'est transformée en guerre civile. Ils avaient alors mis l'accent sur la sauvegarde de la stabilité et de la paix sociale, dépassant les attentes de l'État à cet égard. Cela s'est confirmé face au Hirak du Rif et à l'ensemble de la vague de lutte populaire dans les régions négligées. Les bureaucraties syndicales évitent systématiquement toute convergence entre les luttes ouvrières et populaires, au nom de la paix sociale et du maintien de la stabilité...

Nous sommes donc loin de l'exemple de Madagascar, où le mouvement Génération Z s'est coordonné via Internet avec les syndicats pour appeler à des grèves nationales.

Quelle est la base sociale du mouvement Génération Z 212, quelles sont ses revendications et quelles formes prend sa lutte ?

À l'arrière-plan, il y a la catastrophe sociale que la pandémie de Covid-19 a mise en évidence sur la scène politique et médiatique : plus de 4,5 millions de familles ont besoin d'aide sociale, des centaines de milliers d'emplois ont été perdus à cause de la pandémie et des sécheresses successives, les services publics (en particulier la santé) se sont détériorés à cause de décennies d'austérité et de soutien au secteur privé, etc.

Le mouvement GenZ 212, en raison des dynamiques liées à sa création et son fonctionnement, est un mouvement de jeunes activistes numériques, hautement qualifiés, diplômés du système éducatif, qui

se heurtent à la réalité du marché du travail, caractérisé par des taux de chômage élevés et une grande précarité de l'emploi.

Le taux de chômage dans la tranche d'âge 15-24 ans (la plus grande part de la génération Z) atteint 35,8%, et 47 % dans les zones urbaines. La

plupart des emplois proposés aux jeunes sont extrêmement précaires, les contrats à durée déterminée étant devenus la norme après la généralisation du travail intérimaire et des agences d'emploi temporaire. Les secteurs qui emploient les jeunes se caractérisent également par une surexploitation, comme en témoignent notamment le secteur de la sécurité (120 000 salarié·es), les centres d'appels (130 000) et les câblages électriques pour l'industrie automobile.

Au départ, les revendications du mouvement étaient de nature sociale générale, manquant de précision et de dimension politique directe. Le mouvement a adopté le slogan « Nous ne voulons pas de la Coupe du monde, la santé d'abord », largement diffusé par la protestation d'Agadir le 14 septembre, et il a exigé la réforme des secteurs de l'éducation et de la santé, l'amélioration des conditions de vie et la lutte contre la corruption.

La revendication de la destitution du gouvernement est apparue le 3 octobre,

exprimant des illusions quant à un changement de façade qui ne toucherait pas au cœur de la politique néolibérale et qui ne serait qu'une fausse issue politique sapant la dynamique de lutte du mouvement Génération Z 212, à l'instar du renouvellement du gouvernement de façade lors du mouvement du 20 février 2011, qui avait contribué à éteindre ce mouvement.

Après six jours de protestation, le mouvement a précisé ses revendications adressées directement au roi, dans une liste de huit revendications : la destitution du gouvernement d'Aziz Akhannouch, pour avoir échoué à protéger le pouvoir d'achat des Marocain·es ; le lancement d'une procédure judiciaire impartiale pour lutter contre la corruption ; la dissolution des partis politiques impliqués dans la corruption ; la mise en œuvre du principe d'égalité et de non-discrimination, en garantissant des chances égales aux jeunes en matière de santé, d'éducation et d'emploi, loin du clientélisme et du népotisme ; le renforcement de la liberté d'expression et le droit à la contestation politique ; la liberté pour tou·tes les détenu·es lié·es aux manifestations pacifiques ; la libération de tou·tes les prisonnier·es d'opinion, les participant·es aux soulèvements populaires et aux mouvements étudiants ; l'organisation d'une séance nationale publique de reddition de comptes sous l'égide du roi.

Ce document a été suivi d'un autre, publié le 10 octobre et intitulé « Cahier de revendications de la jeunesse marocaine : Pour l'activation du contrat constitutionnel et la réalisation des ambitions du nouveau modèle de développement ». Il s'appuie, comme son titre l'indique, sur le discours de l'État, à commencer par la Constitution de 2011, rejetée par le mouvement du 20 février et l'ensemble de l'opposition politique, et le « nouveau modèle de déve-

loppelement », régi par une logique néolibérale pure et dure. Même si les revendications comportaient des illusions, elles reflétaient une dynamique de politisation très large parmi les jeunes, longtemps considérés comme désintéressé·es par la politique. Cette dynamique a rapidement fait tomber une partie de ces illusions après les grands espoirs que le mouvement Génération Z

“ La politique des bureaucraties syndicales a affaibli les syndicats et leur a fait perdre leur crédibilité, de sorte que la colère des travailleurs s'est exprimée dans des coordinations sectorielles qui ont accru la fragmentation et la désagrégation du paysage syndical. ”

“ Le mouvement a précisé ses revendications adressées directement au roi, dans une liste de huit revendications. ”

212 avait placés dans l'intervention personnelle du roi. Des espoirs que le roi a déçus dans son discours d'ouverture de la session parlementaire le 10 octobre.

Comparé au mouvement du 20 février 2011, lancé par des jeunes influencés par les révoltes en Tunisie et en Égypte, le mouvement Génération Z 212 se situe à un niveau politique inférieur. Les deux principaux slogans du mouvement du 20 février étaient : « Liberté, dignité, et justice sociale » et « Le peuple veut la chute de la tyrannie et de la corruption ». Les jeunes de GenZ212 ont conservé le premier slogan et la moitié du second, sans appeler à la chute de la tyrannie. Les jeunes du 20 février envisageaient le remplacement du pouvoir despote par une monarchie parlementaire où le roi règnerait sans gouverner. Un communiqué du mouvement GenZ212, diffusé sur Discord le 18 septembre, précisait que le groupe « affirme clairement qu'il n'est pas contre la monarchie ni contre le roi, mais au contraire, considère la monarchie comme un élément de stabilité et de pérennité du Maroc » et qu'il réclame « une réforme radicale et un changement positif au sein de l'État et de ses institutions, afin que la priorité soit donnée à l'éducation, à la santé, à l'emploi et à la lutte contre la corruption, pour que les citoyens marocains puissent vivre dans la dignité et la justice sociale ».

Les formes de lutte du mouvement Génération Z 212 consistent en des manifestations de rue, dont certaines se transforment en marches, qui ont été réprimées et ont donné lieu à des arrestations dès le premier jour. Un grand élément de fragilisation du mouvement a été l'intervention des catégories de jeunes les plus opprimés. Ce sont les jeunes des marges appauvries, les chômeurs-ses victimes du système éducatif, victimes de la propagation de la drogue et des phénomènes de violence. Les villes de Lqliaa et Aït Amira, dans la plaine du Souss, ont connu les plus importants actes de vandalisme et des incendies, et les équipements et les locaux des forces de répression y ont été pris pour cible par des jeunes cagoulés. Ces villes sont des quartiers très populaires, où vivent des jeunes venu-es de tout le pays à la recherche d'un emploi dans la plaine du Souss, qui concentre la plus grande partie de la main-d'œuvre agricole (70 000 à 100 000) dans de grandes exploitations capitalistes, dont la

plupart des productions sont destinées à l'exportation. Ces jeunes, victimes de la violence d'un système capitaliste autoritaire et de son appareil répressif (105 000 prisonniers au Maroc, dont la moitié ont moins de 30 ans), ont répondu à la violence de l'État par une violence vengeresse qui était prévisible et qui a atteint son paroxysme le cinquième jour, le 1^{er} octobre. Il ne fait aucun doute que la nature du mouvement Génération Z, dont l'organisation sur Discord contraste avec son organisation sur le terrain, a favorisé le déchaînement de la violence, contrairement aux manifestations organisées dans les zones rurales et à celles organisées par le mouvement ouvrier.

Après ces actes de violence, dont le mouvement Génération Z s'est désolidarisé, il a commencé à déterminer avec précision le lieu et la durée de ses manifestations afin d'éviter l'intervention des jeunes cagoulés, ce qui a entraîné une baisse de la participation aux manifestations, signe que cette phase du mouvement touchait à sa fin.

Quelle a été la réaction du régime ?

Les médias pro-régime ont attaqué le mouvement Génération Z 212 avec les accusations habituelles, selon lesquelles il serait dirigé depuis l'étranger et aurait des objectifs hostiles au régime. Les marches et les rassemblements ont été violemment dispersés, et de nombreuses arrestations ont eu lieu. L'Association marocaine des droits de l'Homme a recensé environ un millier de personnes arrêtées, dont beaucoup ont été libérées. À la mi-octobre, 272 personnes, dont 36 mineures, étaient toujours en détention, et 221 avaient été libérées sous caution. Les condamnations à des peines de prison et à des amendes se poursuivent.

Dans un discours prononcé le 10 octobre, le roi a déclaré que « la création d'emplois pour les jeunes et l'amélioration concrète des secteurs de l'éducation et de la santé » étaient des priorités, mais il n'a pas évoqué les manifestations des jeunes ni les mesures que le gouvernement allait prendre pour atteindre ces objectifs.

Puis est venu le communiqué du

palais royal après la réunion du Conseil des ministres (présidée par le roi) du 19 octobre 2025 sur le projet de loi de finances pour l'année 2026, qui tentait de mettre en avant le caractère social du budget en mettant l'accent sur la priorité accordée à la création d'emplois pour les jeunes et à l'augmentation des budgets des secteurs de la santé et de l'éducation nationale.

L'annonce faite dans ce communiqué aura un effet apaisant immédiat, mais sa faiblesse apparaîtra rapidement au vu de l'ampleur des besoins et des attentes de la population sur le plan social, alors que les mêmes choix généraux persistent. De la même manière, le ministre de la Santé a annoncé des mesures et des enveloppes financières pour l'hôpital régional d'Agadir au lendemain de la manifestation du 14 septembre, qui se sont avérées bien en deçà des besoins. Cela est normal tant qu'il n'y a pas de révision radicale des choix capitalistes néolibéraux socialement destructeurs. Une révision qui nécessite un rapport de forces favorable aux classes populaires, dans lequel le mouvement GenZ212 a pesé de tout son poids, mais qui reste encore bien loin du but.

Quel sera l'impact du mouvement Génération Z 212 sur le mouvement ouvrier et les forces de gauche ?

La principale caractéristique de GenZ212 est la politisation d'une large



Le 28 septembre 2025

frange de la jeunesse après des décennies de mouvements de lutte sectoriels, dont la plus importante est celle des diplômé·es universitaires au chômage. Cette dernière a structuré les luttes de la jeunesse pendant plus de vingt ans et a disparu après que l'État a remplacé la possibilité de recrutement direct par les concours. Au lieu de lutter ensemble, les jeunes ont été mis en concurrence. Le pays a également connu des luttes de jeunes enseignant·es, dont la plus importante a été celle de la Coordination des enseignant·es contractuel·les, qui a secoué le secteur de l'éducation pendant six ans.

L'enseignement supérieur a connu des luttes fragmentées, notamment dans les instituts et les écoles supérieures, dont la plus importante a été celle des étudiant·es des facultés de médecine et de pharmacie, qui a duré 11 mois (décembre 2023-novembre 2024).

Le caractère fédérateur du mouvement Génération Z 212 et ses revendications qui concernent l'ensemble des classes populaires en font une étape qualitative dans l'évolution de la conscience des jeunes. De plus, la confrontation avec la répression de l'État et le passage de revendications sociales à des revendications politiques – dont la destitution du chef du gouvernement, et la déception suscitée par le discours du roi du 10 octobre 2025 – constituent une évolution vers une plus grande clarté politique. Celle-ci s'est manifestée dans les débats politiques organisés par le mouvement sur la plateforme Discord, avec la participation d'acteur·rices politiques tous issus·es de la gauche et partisan·nes d'une monarchie parlementaire qui dépouille le roi de ses pouvoirs absolus.

Il ne fait aucun doute que l'influence du mouvement, qui a temporairement reculé sous le poids de la répression et des promesses du pouvoir, s'étendra aux jeunes salarié·es, qui sont également actifs dans l'espace numérique, à l'ensemble des jeunes des classes populaires, ainsi qu'à la base du mouvement syndical.

Les jeunes trouveront-ils le chemin vers des formes d'auto-organisation structurant leur mouvement en dehors du monde virtuel ? Vont-ils évoluer vers une perspective politique globale radicale ? Cela dépendra

du mouvement syndical et de son implication dans les secteurs qui emploient massivement les jeunes, ainsi que de la cristallisation au sein de celui-ci d'un pôle de gauche qui défendra les intérêts réels de la classe ouvrière avec une vision porteuse d'un projet social alternatif. Cela dépendra également de ce que feront les forces de gauche. Comme d'habitude, une partie de ces forces se contente d'exprimer sa solidarité avec les luttes sociales à distance, d'appeler les dirigeants à réformer et d'attendre les échéances électorales, tandis que les militant·es de sa base jouent un rôle important dans de nombreuses luttes populaires ainsi que

dans la résistance syndicale quotidienne. Quant à la gauche radicale, elle est pour la plupart appelée à revoir ses tactiques, que ce soit dans le travail syndical, où elle refuse de défendre une ligne alternative à celle de la bureaucratie, s'alignant sur celle-ci en échange de postes dans l'appareil, ou dans le déroulement de la vie politique électorale, où elle adopte une position abstentionniste stérile.

La politisation de la jeunesse de la génération Z et l'évolution rapide de sa conscience représentent un grand changement dans le paysage politique marocain, riche en possibilités, qui ouvre aux forces de gauche des perspectives sans précédent depuis des décennies. Depuis plus de quarante ans, la jeunesse s'est radicalisée de manière réactionnaire en renforçant des forces islamistes, ce qui a pratiquement tourné la page de la radicalisation

marxiste de la jeunesse qui a marqué les années 1960-1970. Nous sommes aujourd'hui confronté·es à une vague de politisation dans un contexte totalement différent, en raison du fossé abyssal dans



À celui qui a l'habitude de vivre libre,
le pain de l'humiliation est amer.
Rabat, 26 octobre 2025. © Facebook
Yahia Moul El Ksour

lequel est tombée la conscience de classe à la suite des défaites du mouvement ouvrier et des mouvements de libération nationale, mais il ne s'agit pas pour autant d'une polarisation islamiste.

Depuis que les jeunes sont descendus dans la rue le 27 septembre 2025, les conditions pour la construction d'une large gauche anticapitaliste se sont améliorées, à partir des revendications sociales qui sont au cœur des luttes des jeunes, les mêmes que celles de la résistance ouvrière et de la résistance populaire dans le monde rural. Tout dépend de comment on saura agir, en s'appuyant sur les événements. La politique n'est rien d'autre que l'art d'agir de manière appropriée en s'appuyant sur les circonstances.

Au niveau mondial, les soulèvements de la jeunesse dans de nombreux pays d'Asie et à Madagascar, ainsi que le mouvement de solidarité mondiale avec la Palestine, dont la grève générale en Italie a constitué une étape qualitative, ont eu des effets positifs, auxquels s'ajoute, au niveau régional, la grève générale et globale qui a eu lieu dans la province tunisienne de Gabès le mardi 21 octobre 2025. Il y a un grand espoir que les développements internes et externes se conjuguent pour donner une nouvelle impulsion à la lutte ouvrière et populaire au Maroc. ■

Le 4 novembre 2025



Face au gouvernement des patrons, l'“Arizona”

Depuis le début de l'année, la Belgique est traversée par un mouvement de plus en plus massif contre le nouveau gouvernement fédéral, qui est pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale dirigé par un Premier ministre d'extrême droite, Bart De Wever. L'accord de coalition qui a permis à ce gouvernement, ainsi qu'à ses déclinaisons locales, de se former, prévoit une vague d'attaques sans précédent.

Entretien avec
Simon Bolanz

La Belgique est en train de connaître un mouvement assez important d'opposition aux gouvernements en place, notamment le gouvernement fédéral. Pour comprendre ce qui se joue, il faut sans doute remonter au moment où les partis qui composent ce gouvernement ont obtenu la majorité des sièges au Parlement, la triple élection du 15 juin dernier. Peux-tu rappeler le contexte de cette élection, et son résultat ?

En effet, au mois de juin 2024, les Belges ont voté à la fois pour les élections fédérale, régionales et européennes. Auparavant, la Belgique avait un gouvernement fédéral appelé la « Vivaldi » (1), qui avait mis très longtemps à se former, et qui rassemblait les libéraux, les sociaux-démocrates et les écologistes des deux communautés linguistiques (2), ainsi que les chré-

tiens-démocrates néerlandophones. Un gouvernement dont le centre de gravité était censé se trouver au centre-gauche, mais qui n'a en réalité apporté que peu de progrès pour la population.

Un boulevard s'est donc ouvert pour la droite ; notamment, du côté francophone, pour le Mouvement réformateur, qu'on peut ranger dans la catégorie des droites libérales sous stéroïdes, qui penchent de plus en plus clairement vers l'extrême droite. Même s'il faisait partie de la coalition au pouvoir, le MR a su se distancier de son bilan et mener une campagne très agressive, et particulièrement démagogique, en laissant entendre qu'il augmenterait tous les salaires de 500 euros par

“*Le gouvernement fédéral, avec l'appui des gouvernements régionaux, souhaite démanteler la Sécurité sociale.*”

1) En Belgique, il est fréquent de donner des surnoms aux gouvernements de coalition, notamment fédéraux. La « Vivaldi » est nommée ainsi d'après les *Quatre saisons*, du compositeur du même nom : libéraux, sociaux-démocrates, chrétiens-démocrates et écologistes.

2) La Belgique est divisée en trois régions : la Wallonie, francophone (avec une petite communauté germanophone), la Flandre, néerlandophone, et Bruxelles, théoriquement bilingue. Chacune de ces régions a un parlement et un gouvernement.

3) Les médias et observateurs flamands classent généralement la NVA à droite, et elle n'est pas concernée par la tradition du « cordon sanitaire », qui interdit toute alliance avec l'extrême droite. À l'échelle internationale, pourtant, elle laisse peu d'ambiguïté : au Parlement européen, elle siège dans le groupe ECR, dirigé par les néofascistes de Fratelli d'Italia.

Simon Bolanz

Simon Bolanz est militant à la Gauche anticapitaliste, membre de sa commission Syndicats et monde du travail, et permanent syndical.

mois. Il a obtenu 28 % des voix en Wallonie, 10 % à l'échelle nationale. En Flandre, c'est l'extrême droite autonomiste qui a tiré les marrons du feu : le Vlaams Belang, un parti fascisant qui reste pour l'instant ostracisé par le reste du champ politique, a frôlé les 22 % (12 % à l'échelle du pays), et la NVA, plus institutionnelle (3), a décroché la première



© Gauche anticapitaliste

place avec 26 % (16 % à l'échelle du pays). Ce résultat a été un choc pour la gauche, bien sûr, mais aussi pour les militant·es syndicalistes, puisqu'il signifiait que beaucoup de travailleurs et travailleuses affilié·es avaient voté pour l'un de ces partis.

La région flamande et la Wallonie se sont rapidement dotées d'un gouvernement. En Flandre, il est composé de la NVA, des chrétiens-démocrates et de Vooruit, qui est ce qui reste du parti socialiste flamand. En Wallonie et pour la communauté francophone, il s'agit de la coalition « Azur », qui rassemble le MR et les Engagé·es, nouveau nom du parti chrétien-démocrate.

Au niveau fédéral, les négociations ont été beaucoup plus longues, mais ont sans surprise abouti à un gouvernement composé de ces cinq partis, qu'on a appelé « Arizona » (les couleurs du drapeau de l'État américain correspondant à celle des formations politiques). L'accord de gouvernement est sorti en janvier 2025, et c'était une attaque contre tous les conquis sociaux du mouvement ouvrier.

Hormis la région de Bruxelles pour laquelle il n'y a toujours pas d'accord à ce jour, l'architecture politique de la Belgique se retrouve donc exceptionnellement alignée, avec un triple gouvernement de droite, au fédéral, en Wallonie et en Flandre. Aujourd'hui, quelles sont les principales caractéristiques de cet attelage réactionnaire ?

Ce serait très long de détailler l'ensemble des mesures que contiennent les accords. De manière générale, le gouvernement fédéral, avec l'appui des gouvernements régionaux, souhaite démanteler la Sécurité sociale, qui en Belgique, malgré toutes ses faiblesses, reste plus protectrice que dans de nombreux autres pays. Un des projets phares, qui est déjà en train d'être mis en œuvre, c'est la limitation dans le temps des allocations de chômage (dont la durée était illimitée jusque-là), combinée à un durcissement de l'accès. C'est donc un véritable drame social qui se prépare : à partir du 1^{er} janvier et tout au long du printemps, ce sont presque 200 000 travailleur·ses sans

emploi, selon les modes de calcul, qui seront brutalement exclu·es des allocations. Y compris de nombreux·ses travailleur·ses à temps partiel qui, tout en touchant leur allocation de chômage, exercent une profession, souvent dans les métiers du soin ; ou d'intérimaires qui, en fait, travaillent très régulièrement, mais ne cumulent pas assez de jours de travail pour maintenir leurs droits.

Un deuxième aspect, c'est aussi celui des attaques contre l'ensemble des services publics, et en particulier

contre les fonctionnaires qui bénéficiaient d'un statut spécifique pour garantir leur indépendance par rapport à l'État. Un troisième, ce sont des attaques contre tout ce qui constitue le droit social en Belgique, et le droit du travail en particulier. Une mesure parmi d'autres consiste à introduire des « horaires accordéons », à la carte : 50 heures pendant une semaine, 20 heures la semaine suivante, le décompte des heures étant simplement annualisé. Ils souhaitent aussi supprimer l'interdiction du travail de nuit (et donc le sursalaire que touchent les travailleur·ses de nuit), continuer le blocage des salaires...

“Un·e travailleur·se qui partirait à 63 ans pourrait perdre 20 % de sa pension (– 5 % pour chaque année).”

Et puis, il y a les attaques sur les pensions. La Belgique a déjà eu un gouvernement MR-NVA, la Suédoise, en 2014, qui avait repoussé l'âge légal pour la pension à 67 ans, mais avait laissé la possibilité de partir en pension anticipée après

42 annuités complètes. L'Arizona veut introduire un malus de 5 années entre l'âge réel et l'âge légal : par exemple, un·e travailleur·se qui partirait à 63 ans grâce à ce dispositif pourrait perdre 20 % de sa pension (– 5 % pour chaque année). On estime qu'une femme sur



© Gauche anticapitaliste

deux et un homme sur trois seraient touché·es, et y perdraient, en moyenne, environ 350 euros par mois.

Attaques sur la sécurité sociale avec le chômage en ligne de mire, attaques sur les services publics, attaques contre le droit du travail, attaques contre les pensions : c'est, en tout cas dans les syndicats, ce qui fait le plus réagir.

Et en dehors des sujets classiquement syndicaux, il y a aussi beaucoup à dire, par exemple, de leur politique migratoire...

Oui, bien sûr, et de beaucoup d'autres choses ! Leur politique pénale, avec la volonté d'enfermer toujours plus et de sous-traiter les détenu·es en les envoyant dans d'autres pays. Leur politique climatique, avec notamment le ministre de l'Emploi qui affirme qu'il faut faire une pause sur les politiques climatiques, alors qu'elles sont déjà totalement insuffisantes. Et les menaces contre l'État de droit et la démocratie, avec des restrictions toujours plus importantes au droit de manifester et au droit de grève, et avec la volonté d'interdire des organisations jugées « radicales » ou extrémistes... mais pas radicales ou extrémistes comme le MR ou la NVA, non : on parle d'organisa-



tions de défense des droits humains, de solidarité avec la Palestine, ou de collectifs antifascistes.

Et puis, donc, des politiques racistes vis-à-vis des migrant-es, avec le durcissement des conditions d'accès au territoire, de l'accès à la nationalité, et des conditions d'hébergement des demandeur-es d'asile. La Belgique a déjà été condamnée des milliers de fois par les tribunaux belges parce qu'elle ne fournissait pas de lieu d'hébergement pour les demandeurs d'asile. L'État s'assied complètement sur ces condamnations, et maintenant, l'Arizona va encore empirer la situation. C'est donc une déferlante d'attaques à laquelle on fait face : elles vont dans tous les sens, mais elles sont organisées, méthodiques.

Mais vous y faites face. Tout au long de l'année dernière, la Belgique a connu un mouvement social important, on le disait, de réaction face à ces attaques. Peux-tu en résumer les grandes étapes ?

La première chose intéressante à noter, c'est que ce mouvement de lutte contre le gouvernement Arizona a débuté avant même que celui-ci soit formé. Le front commun syndical a mis en place un plan avec des rassemblements réguliers, qui traitaient des différentes thématiques sur lesquelles les négociations en cours faisaient peser une menace. Il y a eu une large manifestation au mois de janvier, suivie d'une grève générale (4) au mois de février, assez bien suivie. Quelques autres dates de ce genre se sont succédé, toujours assez espacées.

Mais on a dû aussi faire le constat qu'après le choc des élections, où l'équilibre politique du pays a largement basculé à droite, les organisations du monde du travail et plus largement les organisations sociales rencontraient des difficultés à mobiliser. Il a fallu mettre du cœur à l'ouvrage pour effectuer un travail d'explication dans les entreprises, sur le terrain, parce que les attaques qui se dessinaient devant nous nécessitaient une mobilisation encore bien plus massive.

4) En Belgique, le terme « grève générale » est communément utilisé pour ce qu'on appellerait en France une « grève interprofessionnelle ».

Au début, les réactions ont été relativement timides. D'une part parce que les directions syndicales ne voulaient plus repartir sur un plan d'action comme en 2014, contre la Suédoise, plan d'action qui avait été très intense au début pour atterrir sur de très maigres acquis. D'autre part, parce qu'on constatait qu'il y avait, malheureusement, une relative adhésion de la population par rapport à certaines mesures du gouvernement, en particulier sur la limitation dans le temps des allocations de chômage. D'où un vrai travail au corps à corps pour convaincre les travailleur-es et les citoyen-nés.

Mais au fur et à mesure que les mesures étaient implémentées, on a senti la colère monter petit à petit. Au printemps 2025, cette colère était encore difficile à traduire en mobilisation. Plusieurs journées de grève et de manifestation ont constitué des succès relatifs, mais sans déboucher sur un véritable rapport de forces. Mais maintenant, à l'automne 2025, on sent qu'elle se répand dans toute la population.

Comme souvent dans les mouvements qui s'ancrent dans le temps long, il y a eu un moment de flottement pendant l'été. Mais la Belgique a connu de nouvelles journées de grève et de manifestation, et en particulier celle du 14 octobre, puis maintenant « l'appel de novembre » pour trois journées de mobilisation à la fin du mois. Ça reprend ?

Comme je le disais, les mesures commencent à s'appliquer, notamment l'exclusion du chômage : des milliers de personnes ont reçu une lettre pour leur dire qu'elles allaient perdre leur droit aux allocations, et souvent se retrouver sans revenu. Les gens ont pu voir que les personnes concernées n'étaient pas des profiteur-es imaginaires, mais leur voisin-e, leur cousin-e... et dans le même temps, ils ont pu voir que le salaire en plus qui avait été promis n'arriverait jamais, et qu'au contraire, on cassait leurs conditions de travail et qu'on leur retirait de la rémunération.

La mobilisation du 14 octobre a été un vrai succès : il y avait plus de

140 000 personnes dans les rues de Bruxelles, plus que la Belgique n'en avait connu depuis les années 2000. Mais bien sûr, le plus dur reste à faire, parce que le gouvernement est solidement campé sur ses appuis et ne va pas reculer sans qu'on l'y force. Il reste donc un travail énorme de sensibilisation, de propagande, et surtout d'organisation : il faut construire notre force. La mobilisation du 14 octobre est un bon point d'appui, parce qu'elle donne de la fierté et de la confiance aux travailleur-es. Mais ça ne sera pas suffisant en soi : il faut construire un mouvement à la fois syndical et populaire pour combattre le gouvernement pied à pied et le faire reculer, puis chuter. Le faire reculer d'abord, parce que si on n'y arrive pas, on n'arrivera jamais à le faire chuter ; puis le faire chuter, parce que c'est bien ça l'objectif.

Tu l'as dit, votre principale difficulté, c'est que vous faites face à un gouvernement particulièrement déterminé. Mais on a aussi entendu des critiques sur la stratégie des syndicats, qui depuis janvier, sont ceux qui mènent le mouvement...

La critique principale, c'est l'absence de perspectives concrètes, l'absence d'un plan d'action qui soit crédible, qui permette de mobiliser les travailleur-es à la hauteur des attaques. Ce qu'il faut comprendre, c'est que les directions syndicales ont peur. Elles ont peur parce qu'elles se font aussi attaquer en tant que telles. Elles ont peur d'avoir perdu une certaine influence sur leurs affilié-es et sur le monde du travail. Et elles ont peur qu'en luttant, elles soient encore plus prises pour cible.

Mais il y a des secteurs qui sont à l'avant-garde de la mobilisation, en organisant leurs propres grèves : les enseignant-es, les cheminot-es, et dans une moindre mesure les services publics en général. Mais les syndicalistes et les travailleur-es doivent s'adresser à leur direction pour exiger ce plan d'action qui leur fait défaut. On a vécu une mobilisation historique le 14 octobre, mais dans les journées qui ont suivi, et jusqu'à l'annonce de « l'appel de novembre », il n'y avait aucun élément d'une suite pour des actions intersectorielles en front commun, ce qui veut dire que les travailleur-es encouragé-es par le succès de cette journée n'avaient aucune perspective pour la suite.

Mais il faut aussi rester conscient·es du fait qu'il y a encore des travailleur·ses qui ne sont pas informé·es des mesures du gouvernement, ou ne sont pas convaincu·es qu'il faut les combattre. Exiger un plan d'action est donc une part importante du travail, mais dans le même temps, on doit continuer à informer, à sensibiliser sur les lieux de travail, et en dehors, parce qu'on doit avoir tout le monde avec nous. Et que si on a un plan d'action combatif qui n'est suivi que par un secteur ou que par certaines franges du monde du travail, on en sentira rapidement les limites.

“Exiger un plan d'action est donc une part importante du travail, mais dans le même temps, on doit continuer à informer, à sensibiliser. ”

La Gauche anticapitaliste s'est fortement engagée dans ce mouvement, en participant directement aux mobilisations et à travers son investissement dans les luttes des travailleurs ; mais aussi d'une autre manière, notamment en participant à construire la plateforme Commune Colère, qui revendique la chute de l'Arizona. Quelle est la perspective ?

Le point de départ, c'est que dès la formation du gouvernement, beaucoup – au sein même des syndicats – ont constaté

l'absence de volonté des directions syndicales de s'engager dans un grand travail de sensibilisation des travailleur·ses et de la population et d'organiser une riposte à la hauteur des attaques. Il est donc apparu que l'urgence était d'avoir un cadre d'action déterminé et souple – un cadre radical et unitaire. C'est de cette manière qu'a émergé Commune Colère, d'abord à Bruxelles, puis dans l'ensemble des grandes villes francophones – le travail reste à faire en Flandre.

L'idée était de réunir des syndicalistes combatif·ves, des activistes, des citoyen·nes qui cherchaient un cadre organisationnel pour soutenir les luttes syndicales tout en menant des actions moins conventionnelles, et en participant à ce nécessaire effort d'information, de politisation et de radicalisation. Le mouvement a rencontré de très belles réussites en termes d'actions, mais il lui reste aussi toute une série de défis à relever, en particulier celui de la massification et de la jonction avec les travailleur·ses de base, ou au moins les travailleur·ses syndiqué·es et combatif·ves – pas simplement les militant·es syndicalistes. Mais c'est une initiative sur laquelle on peut s'appuyer pour le futur.

Et maintenant, quelle est la prochaine étape ?

Le front commun syndical appelle, pour la première fois, à une mobilisation de quatre jours d'affilée fin novembre. La manifestation contre les violences faites aux femmes du 23 novembre sera suivie par une journée de grève des transports, une grève des services publics pour culminer le 26 novembre dans une grève générale. Tout le mouvement social va s'y préparer en continuant cet indispensable travail d'agitation et de propagande, pour que cette nouvelle étape soit également un succès. Et pour la suite, plus que jamais, on doit continuer à revendiquer la construction, par la base, d'un plan d'action qui soit à la hauteur de l'enjeu, qui permette de s'organiser dans les entreprises, de se mettre en grève, de produire du rapport de force et de faire reculer l'Arizona. En dernière analyse, l'Arizona, c'est le gouvernement des patrons : c'est aussi sur eux qu'il faut faire pression, pour faire reculer ce gouvernement et le faire tomber. ■



© Gauche anticapitaliste

Le 4 novembre 2025



Grande-Bretagne : difficultés et opportunités

Dans une période de déplacement à droite du champ politique britannique, la politique réactionnaire du Parti travailliste provoque la création complexe et la dynamique de Your Party autour notamment de Jeremy Corbyn.

Par
Veronica Fagan

Le dernier week-end de novembre une importante conférence aura lieu à Liverpool, dans le nord-ouest de l'Angleterre. Menée par l'ancienne députée travailliste Zara Sultana (1), l'ancien dirigeant travailliste Jeremy Corbyn et plus de 50 000 signataires de l'appel, cette conférence devrait formellement lancer un nouveau parti politique. La proto-formation porte actuellement le nom maladroit de « Your Party » (Votre Parti), mais ses membres décideront ultérieurement s'il convient de la renommer et comment.

Il n'y a aucun doute : il existe un besoin désespéré et une opportunité majeure de construire une organisation radicale de gauche dotée d'une présence militante dans les lieux de travail et les syndicats

“ Il existe un besoin désespéré et une opportunité majeure de construire une organisation radicale de gauche dotée d'une présence militante dans les lieux de travail et les syndicats aussi bien que dans les urnes. ”

aussi bien que dans les urnes. La crise multiforme qui dévaste tous les endroits de la planète – avec ses tentacules environnementaux, économiques et sociales, ainsi qu'une augmentation grandissante des inégalités – se déroule à sa manière en Grande-Bretagne avec, naturellement, des spécificités relatives au Pays de Galles, à l'Écosse et à l'Angleterre.

Alors si le nombre de signatures de l'appel montre les possibilités offertes par cette initiative, il reste un défi énorme : celui de développer des idées et des

manières de s'organiser qui améliorent le rapport de forces en faveur de la classe ouvrière dans son sens le plus inclusif. La contribution que peut apporter Your Party à ces développements n'est pas prédéterminée et, comme toujours, la responsabilité des révolutionnaires est d'y contribuer collectivement grâce aux leçons que nous tirons d'autres tentatives, en Grande-Bretagne et à l'étranger, de faire pencher le rapport de forces en faveur de la majorité de la population.

Polarisation à droite

À la suite des élections générales de juillet 2024, après 13 années de gouvernement conservateur à Westminster marquant une aggravation de la pauvreté et des inégalités, le Parti travailliste dirigé par Keir Starmer est arrivé au pouvoir. Il s'agit davantage d'une défaite électorale des Conservateurs en crise que d'une victoire des Travaillistes mais les médias



Veronica Fagan

Veronica Fagan est militante d'Anticapitalist Resistance, section britannique de la IV^e Internationale, à Londres, et membre de la direction de l'Internationale. Traduit de l'anglais par François Coustal.

dominants l'ont présentée comme une victoire écrasante de ces derniers.

Peu de gens, particulièrement au sein de la gauche radicale, nourrissaient de grandes attentes vis-à-vis du gouvernement de Starmer. Dave Kellaway, militant d'Anticapitalist Resistance, a expliqué que le programme électoral sur lequel le Parti travailliste s'est présenté « repose sur une idéologie qui accepte servilement le statu quo comme modèle d'organisation de l'économie, de l'État providence et du gouvernement. Au lieu de susciter l'espoir d'un changement réel, il est imprégné de pessimisme sur ce que nous pouvons réaliser en tant que travailleur·ses, en tenant pour acquis que les dieux du marché et du capital ne peuvent pas être défiés, même de manière minime. Il rejette même la vision social-démocrate traditionnelle de la propriété publique, de la fiscalité et de la redistribution » (2). Mais peu avaient prédit que la nouvelle administration irait aussi loin vers la droite.

Les élections de juillet 2024 ont également vu d'autres développements (3).

1) Zara Sultana a été élue députée travailliste pour la circonscription de Coventry Sud en 2019. Elle a été suspendue du groupe parlementaire travailliste en juillet 2024, parce qu'elle était l'une des sept parlementaires travaillistes qui ont voté pour supprimer le plafond des allocations familiales pour les familles avec deux enfants. Elle a ensuite démissionné du Parti travailliste pour s'investir dans le lancement de Your Party.

2) « Labour's manifesto – bowing down to the false gods of social liberalism » (Le manifeste du Labour – se prosterner devant les faux dieux du libéralisme social), 14 juin 2024, site d'Anticapitalist Resistance.

3) « 2024 general election: Performance of Reform and the Greens » (Élections générales de 2024 : la performance de Reform et des Verts), 16 août 2024, House of Commons Library.

Nigel Farage avait déjà eu un impact politique majeur lorsque son « Parti du Brexit », réactionnaire et nationaliste, a remporté une majorité de sièges lors des élections européennes et mené campagne pour un Brexit sans négociation. Ils n'ont pas gagné de sièges aux élections générales de 2019, mais ils ont gagné beaucoup de temps d'antenne et poussé l'ensemble des autres partis vers la droite.

Après le départ de la Grande-Bretagne de l'Union européenne en janvier 2020, le Parti du Brexit a changé de nom en faveur de *Reform UK* (Réformer le Royaume-Uni). La politique et la rhétorique anti-immigré-es sont au centre de leur programme, mais celui-ci comprend aussi leur opposition aux réductions des émissions de carbone, aux vaccins et aux mesures de confinement lors du pic de la pandémie de Covid-19, ainsi que la réduction de la dépense publique, notamment les programmes de promotion de l'égalité et de l'inclusion.

“ Farage se situe tout à fait dans la lignée de Trump et il a aussi de plus en plus singé la rhétorique nataliste de l'extrême droite américaine. ”

Farage se situe tout à fait dans la lignée de Trump et il a aussi de plus en plus singé la rhétorique nataliste de l'extrême droite américaine.

Montée de l'extrême droite

Cette bile réactionnaire associée à un certain nombre d'objectifs propres a eu un effet significatif sur un Parti conservateur profondément divisé et a débouché sur un succès électoral avec l'élection de cinq députés Reform en juillet 2024.

Combinée à des défections très médiatisées de Conservateurs vers le parti de Farage, cette trajectoire s'est à ce point approfondie que Reform a désormais un élu au Parlement écossais, un membre au Senedd gallois (leur assemblée nationale dotée de pouvoirs moindres que ceux du Parlement écossais), deux membres à l'Assemblée de Londres (une instance aux pouvoirs réduits) et contrôle douze conseils locaux. Réduire les prétdendus gaspillages

– souvent en fermant des programmes, en particulier ceux qui apportent un soutien à celles et ceux qui sont le plus marginalisé-es, qu'ils soient ciblé-es comme handicapé-es, comme membres de la communauté LGBT+, comme femmes, et/ou aux communautés racisées ou immigrées –, tout en poursuivant une propagande générale anti-immigré-es, a été au centre de tout ce qu'ils font et disent.

Qu'il soit rampant ou même galopant, le fascisme n'a pas été impulsé par Farage ou ses amis aux États-Unis, mais par un mouvement partiellement séparé, sous la direction d'un homme qui se fait appeler Tommy Robinson. Celui-ci, dont le véritable nom est Stephen Yaxley-Lennon, a été membre de plusieurs organisations explicitement fascistes, pourvues d'un épais casier judiciaire et qui se consacrent plus particulièrement à attiser l'islamophobie.

Pendant l'été 2024 comme au cours de l'été 2025, on a vu l'extrême droite impulser des attaques infâmes contre les immigré-es hébergé-es dans des hôtels, tout en déployant une propagande contre ceux qui traversent la Manche dans de petites embarcations. En 2024, de fausses



Keir Starmer, alors chef de l'opposition, lors des questions au Premier ministre, le 7 février 2024. © Maria Unger / UK Parliament, CC BY 3.0



Grande-Bretagne

rumours ont été répandus prétendant que celui qui avait commis les meurtres épouvantables de Southport quelques semaines plus tôt était un musulman demandeur d'asile. Il est tout à fait extraordinaire que personne n'ait été tué lors de l'émeute de l'hôtel Tamworth, sans doute la plus violente de ces attaques (4).

Harcèlement raciste

L'été 2025 a également vu de fortes mobilisations d'extrême droite et fascistes, autour de la notion de « protection de nos femmes et de nos filles » qui s'est ajoutée aux thèmes des années précédentes. Yaxley-Lennon a fait ses preuves sur ce sujet, ne manifestant d'intérêt pour les questions de violences contre les femmes et les filles que lorsque les agresseurs

4) « Rise of the far right? Or were they really there all along? » (Ascension de l'extrême droite ? Ou était-elle déjà présente depuis longtemps ?), Stuart Russel, 2 septembre 2024, site d'Anticapitalist Resistance.

5) « Operation Raise the Colours », Wikipedia.

6) « We'll smile playing football despite racist abuse » (Nous continuerons à sourire en jouant au football malgré les insultes racistes), Gem O'Reilly & James W Kelly, 4 septembre 2025, BBC.

présumés sont des musulmans et que les victimes sont « blanches ». Des actions contre les immigré·es ont également eu lieu dans certains lieux en Écosse, alors que cela ne s'était jamais produit auparavant et que l'ensemble du spectre politique et les communautés avaient tendance à y être plutôt accueillantes envers l'immigration.

En Angleterre et au Pays de Galles, les conseils gérés par Reform ou par les Conservateurs (et même, dans un cas, par le Parti travailliste) ont menacé d'actions judiciaires le gouvernement de Westminster en utilisant les réglementations d'urbanisme pour prétendre que les immigrant·es ne pouvaient pas être hébergé·es dans des hôtels.

Les personnes envoyées dans ces hôtels partagent souvent des chambres avec des personnes qu'elles ne connaissent pas, qui n'utilisent pas toujours la même langue maternelle, n'ont pas de revenus disponibles et n'ont pas choisi de se trouver là. Elles et ils sont décrites comme des profi-

teurs qui vivent dans le luxe alors qu'on leur refuse le droit de travailler. Hélas, la rhétorique honteuse visant à « diviser pour régner » ne vient pas seulement de l'extrême droite mais aussi d'un nombre significatif de politicien·nes travaillistes.

“ *Le Parti travailliste cède du terrain à l'extrême droite non seulement sur l'immigration, mais aussi sur les questions économiques.* ”

nombreux dans les zones où les protestations contre les hôtels ont été les plus fortes. Et, au moins dans certaines zones, il y a eu une augmentation du nombre (5) d'attaques racistes : par exemple, là où j'habite, une équipe de football de Chinoises a été victime d'agressions racistes de la part d'un groupe de jeunes (6).

Le point culminant de tout ceci a été (pour l'instant...) la plus importante manifestation d'extrême droite de l'his-



Manifestation pour la Palestine à Londres, le 8 octobre 2023. © Alisdare Hickson from Woolwich / CC BY-SA 2.0

toire de la Grande-Bretagne, appelée par Yaxley-Lennon sous le drapeau de « l'Unité du Royaume ». Cette manifestation a rassemblé plus de 150 000 participant·es et Elon Musk y a participé avec la diffusion d'un message vidéo pour appeler à un changement de gouvernement (7). Effrayant... et un véritable défi pour la gauche radicale (8).

Poursuite du glissement à droite du Parti travailliste

Dans le même temps et en réponse, le gouvernement Starmer s'est tourné de la manière la plus hostile possible contre l'immigration. Les exemples sont innombrables mais l'un des plus notoires est le discours de Starmer en mai 2025 (9) dans lequel, annonçant la publication d'un nouveau Livre blanc sur l'immigration, il a parlé de la Grande-Bretagne comme « devenant une île d'étrangers », une phrase qui rappelle profondément celles qu'utilisait le raciste Enoch Powell en 1968 (10). Starmer et son équipe ont tous déclaré depuis qu'ils ne connaissaient pas l'origine de cette phrase. Ce n'est pas crédible, mais même si c'était vrai, rien ne justifie la présence de cette formule ou de quelque chose d'approchant dans le discours. Et maintenant, le Parti travailliste annonce (11) qu'il va introduire de nouvelles mesures extrêmement restrictives inspirées du modèle profondément réactionnaire du Danemark, suggérant par là même que cela vient du centre gauche et n'est donc pas toxique...

Le Parti travailliste cède du terrain à l'extrême droite non seulement sur l'immigration, mais aussi sur les questions économiques. Quand ils étaient dans l'opposition, Starmer et d'autres responsables importants du Parti travailliste avaient soutenu des femmes jetées dans une pauvreté inattendue par l'augmentation, sans préavis, de l'âge auquel elles pouvaient percevoir leur pension d'État. Une fois au pouvoir, ils leur ont tourné le dos (12).

L'une des attaques les plus vicieuses menées par les Conservateurs a été l'introduction en 2017 du plafonnement des allocations familiales pour les familles de deux enfants, ce qui signifiait que celles-ci ne bénéficiaient pas de prestations sous conditions de ressources pour le troisième enfant ou les suivant·es. Cela ne fait pas que précipiter des familles supplémentaires dans la pauvreté, cela renforce et manipule également les images clivantes

des pauvres qui ne seraient pas méritant·es (13). Starmer s'était opposé au plafonnement lorsqu'il était dans l'opposition, mais, en 2024, le Parti travailliste a indiqué qu'il supprimerait le plafonnement mais « seulement quand la situation fiscale le permettrait ». Non seulement ils ont indiqué que c'était une perspective lointaine, mais ils ont en plus expulsé du groupe parlementaire travailliste sept député·es travaillistes qui avaient soutenu un amendement à cette méthode. Alors que l'on se dirige vers un nouveau budget, parmi les nombreuses rumeurs qui tourbillonnent, on trouve l'idée que le plafonnement pourrait être relevé afin de couvrir jusqu'à trois enfants, au lieu de simplement le supprimer.

Le Parti travailliste s'en est aussi pris aux handicapé·es. Aujourd'hui, en Grande-Bretagne, à cause des taux de salaires bas et de la faiblesse des syndicats, beaucoup de personnes porteuses de handicap qui travaillent – parfois même à temps complet – ont droit à des avantages sociaux en plus de leur salaire. Parallèlement, le refus des employeurs d'adapter les postes de travail aux personnes souffrant de handicaps particuliers et les politiques draconiennes en matière d'absentéisme ont contraint un nombre croissant de personnes à quitter le marché du travail salarié et à dépendre des aides sociales. Mais, confronté à une augmentation de la facture des aides sociales, le Parti travailliste ne met aucunement la pression sur les employeurs ou à renforcer la législation contre les discriminations, il cherche plutôt à transformer les personnes marginalisées en boucs émissaires. Leurs plans initiaux pour couper dans les dépenses gouvernementales ont été repoussés grâce à une campagne significative menée par des personnes handicapées, avec le soutien de certains secteurs du mouvement syndical et quelques député·es travaillistes rebelles (qui, à nouveau, ont été suspendu·es pour être resté·es fidèles à leurs principes).

Le Parti travailliste est arrivé aux affaires alors que le génocide à Gaza durait déjà depuis neuf mois, mais il a essentiellement poursuivi le soutien des Conservateurs à Israël. Les ventes d'armes britanniques ont un certain impact mais surtout, de façon plus significative, elles envoient un message politique fort indiquant de quel côté le gouvernement de Westminster se situe. Il y a toujours eu un puissant mouvement de solidarité avec la Palestine en Grande-Bretagne, mais il

s'est développé depuis le 7 octobre 2023. Confronté aux manifestations de masse du mois de septembre 2024, le gouvernement a suspendu certaines licences d'exportation (14) clés, même si c'était davantage pour la forme que pour franchir une étape décisive (15).

De plus, le gouvernement Starmer a été extrêmement répressif contre les manifestant·es. C'est en premier lieu contre les manifestant·es écologistes (16) que la répression s'est intensifiée, puis elle a visé le mouvement de solidarité avec la Palestine. Deux caractéristiques particulières méritent d'être signalées. La première est l'arrestation d'un nombre important de

7) « Dozens of officers injured as up to 150,000 join Tommy Robinson rally » (Des dizaines de policiers blessés alors que près de 150 000 personnes participent au rassemblement organisé par Tommy Robinson), Thomas Mackintosh, 14 septembre 2025, BBC.

8) Même si certaines mobilisations locales dans des communautés spécifiques ont été tout à fait significatives, le mouvement antiraciste global possède de nombreuses faiblesses, comme le manque de démocratie, le manque de débats à propos de tactiques efficaces et le manque d'implantation dans les communautés racisées, particulièrement dans la jeunesse.

10) « PM remarks at Immigration White Paper press conference » (Déclaration du Premier ministre lors de la conférence de presse sur le Livre blanc sur l'immigration), 12 mai 2025.

11) Le discours des « fleuves de sang » est prononcé le samedi 20 avril 1968 par Enoch Powell lors d'un rassemblement du Parti conservateur à Birmingham, pour s'opposer aux lois sur les relations raciales de 1968 (en anglais *Race Relation Act* 1968). Celles-ci rendent illégal de refuser à une personne un logement, un emploi ou des services publics en raison de sa couleur de peau, de sa race, de son ethnité ou de sa région d'origine en Grande-Bretagne.

12) « Asylum and returns policy », 17 novembre 2025, House of Commons.

12) Cependant, il existe des rumeurs selon lesquelles cela pourrait bientôt changer. « Government to rethink rejection of Waspi compensation » (Le gouvernement va reconstruire son refus d'indemniser les Waspi), Kevin Peachey, 12 novembre 2025 ; BBC.

13) « Labour's dilemma: The two-child benefit cap » (Le dilemme du Parti travailliste : le plafonnement des allocations familiales à deux enfants), Mhari Aurora, 6 novembre 2025, SkyNews.

14) « UK suspends 30 arms export licences to Israel after review » (Le Royaume-Uni suspend 30 licences d'exportation d'armes vers Israël après examen), Patrick Wintour, 2 septembre 2024, *The Guardian*.

15) « UK sent Israel thousands of military items despite export ban, study finds » (Une étude révèle que le Royaume-Uni a envoyé des milliers d'articles militaires à Israël malgré l'interdiction d'exportation), Patrick Wintour, 7 mai 2025, *The Guardian*.

16) « JSO co-founder's sentence reduced by appeal court », Dominic Casciani et Jess Warren, 7 mars 2025, BBC.



Grande-Bretagne

manifestant·es connu·es – dont un survivant de l'Holocauste – lors d'une marche pacifique au centre de Londres en janvier 2025 à la suite des plaintes de sionistes réactionnaires parce que la marche passait près d'une synagogue, passant sous silence la présence d'un important bloc juif dans notre marche. Encore pire a été la décision d'interdire l'organisation d'une action militante, Palestine Action, en juin et l'arrestation de plus de 2 000 manifestant·es pour avoir brandi en silence des pancartes dénonçant cette interdiction.

Tout cela se situe dans un contexte d'augmentation du coût de la vie initialement impulsée par les Conservateurs, avec peu ou pas d'actions correctives de la part des Travallistes, ce qui libère un espace politique pour la politique du «diviser pour régner» proclamée par l'extrême droite mais envenimée par son relais par les grands partis traditionnels.

Développements à gauche

Alors qu'il n'y a aucun doute sur le déplacement significatif du centre de gravité politique vers la droite au cours des dix-huit derniers mois, d'autres développements indiquent l'existence d'un espace et d'un soutien à la gauche de la social-démocratie.

Le 19 octobre, le Parti Vert d'Angleterre et du Pays de Galles (17) a publié un communiqué de presse (18) indiquant qu'il était désormais le troisième plus grand parti du Royaume-Uni, dépassant pour la première fois le Parti Conservateur, après avoir déjà dépassé les Libéraux-Démocrates. Zack Polanski a été élu dirigeant du Parti en septembre sur une plate-forme explicitement populiste de gauche. Polanski, qui est membre de l'Assemblée de Londres depuis mai 2021, l'a emporté contre la candidature conjointe de deux des quatre député·es élu·es en juillet 2024, Adrian Ramsay et Ellie Chownes, dont l'orientation politique se situait à sa droite. Non seulement les Verts ont remporté plus de sièges que jamais en 2024, mais leur pourcentage de voix était plus élevé

17) Le Parti Vert d'Écosse est une organisation séparée que cet article n'analyse pas dans le détail.

18) « Green Party membership surges past Conservatives, making the Greens third-largest political party in the UK » (Le nombre d'adhérents au Parti vert dépasse celui des conservateurs, faisant des Verts le troisième parti politique du Royaume-Uni), 19 octobre 2025, Green Party.

et bien plus que tend à le suggérer l'obtention de quatre sièges dans le cadre du système majoritaire à un tour, le système profondément réactionnaire en vigueur en Grande-Bretagne pour l'élection du Parlement. Il est clair que le parti a priorisé les campagnes dans les zones où ils pensaient avoir une chance de succès.

Le nombre de leurs adhérent·es augmentait depuis un certain temps, mais c'est l'élection de Polanski qui a véritablement donné un coup d'accélérateur, avec un doublement des chiffres. La campagne pour l'élection interne autorisait les personnes qui avaient adhéré avant la date limite à voter et il n'y a aucun doute : les militant·es en faveur de l'environnement et de la solidarité avec la Palestine, y compris celles et ceux qui avaient rejoint le Parti travailliste pour soutenir Corbyn, constituaient une part significative du soutien à Polanski. Au cours des dernières semaines, certains sondages indiquaient que les Verts étaient devant le Parti travailliste, juste derrière Reform.

En réaction, deux erreurs symétriques ont été commises par certains secteurs de la gauche radicale. D'un côté, le sectarisme vis-à-vis des Verts – notamment l'affirmation que ces derniers constituent une équipe petite-bourgeoise, sans éclaircir s'il s'agit d'une description sociologique ou d'une critique de leur politique et de leur pratique, qui doit être éliminée non seulement sur le front électoral mais aussi des mouvements sociaux et des lieux de travail – est présenté comme un élément crucial de notre réponse au glissement vers la droite. D'un autre côté, certain·es militant·es sont frustré·es par rapport aux objectifs et au manque d'empressement de la direction de Your Party. Alors, non seulement ils consacrent toute leur énergie personnelle aux Verts – un choix tout à fait compréhensible – mais qualifient de sectaires ceux d'entre nous qui critiquent le bilan des Verts lorsqu'ils sont au pouvoir, notamment en tant que groupe le plus important au sein du conseil municipal de Brighton, où ils ont mis en œuvre des coupes budgétaires.

Parallèlement à la croissance du Parti vert, les élections générales de 2024 ont vu d'autres développements à gauche.

Jeremy Corbyn, député de la circonscription d'Islington Nord, au nord de Londres, avait quitté la direction du Parti travailliste après la défaite des élections générales de 2019 et avait été remplacé par Keir Starmer. En 2020, Jeremy Corbyn a été suspendu du groupe parlementaire travailliste pour avoir prétendument minimisé l'ampleur de l'antisémitisme au sein du Parti travailliste. Après une campagne infructueuse pour modifier cette décision, Corbyn a finalement annoncé qu'il allait se présenter en tant que candidat indépendant aux élections générales qui venaient d'être convoquées ; il a non seulement obtenu le soutien d'un grand nombre de militant·es locaux, y compris des membres de longue date du Parti travailliste, mais il a également mobilisé nombre de militant·es, à travers la Grande-Bretagne et au-delà. Le résultat est que Corbyn a obtenu 49,2 % des suffrages et une avance de 7 000 voix.

“Aucune leçon ne semble avoir été tirée des expériences des partis globalement à gauche de la social-démocratie qui se sont constitués avec une compréhension inadéquate du besoin d'indépendance politique.”

Le succès de la campagne de Corbyn reposait pour partie sur ses idées politiques – opposition à l'austérité, soutien aux immigré·es et à la Palestine – mais aussi sur le respect qu'il suscite localement, avec un plus grand soutien à sa personnalité qu'à sa politique.

Mais il n'a pas été le seul à être élu comme député indépendant. Quatre autres candidats ont été élus comme

députés indépendants, Adnan Hussain, Iqbal Mohamed, Shockat Adam et Ayoub Khan. Seul Khan, qui était conseiller libéral-démocrate, avait une expérience politique. Mais dans une situation où la campagne contre le génocide du peuple palestinien mobilise très largement, ceci a constitué un élément central de leurs prises de position et a permis leur élection. Cependant, même si c'était une bonne chose d'avoir des personnes élues sur la base de leur soutien à Gaza, il n'est pas vraiment évident que leur positionnement sur d'autres sujets soit aussi progressiste.

Ceci est également lié à d'autres développements qui ont eu lieu avant les élections générales, là où des candidatures avaient été présentées contre le Parti travailliste en Angleterre, au niveau parlementaire ou au niveau des conseils locaux. Certain·es de ces candidat·es avaient été élu·es auparavant sous l'étiquette travailliste, mais étaient désormais bloqué·es par



l'appareil. Quelques-uns avaient connu le succès au niveau de conseils locaux et bon nombre des candidat·es qui n'avaient pas été élue·es avaient néanmoins mené des campagnes crédibles.

Nos propres objectifs pour quel parti ?

Tel est le contexte dans lequel Zara Sultana a lancé Your Party, le lendemain du premier anniversaire de l'arrivée au pouvoir du Parti travailliste. Le lendemain, Jeremy Corbyn a annoncé sa participation, même si, depuis, les médias ont publié des articles relatant des conflits entre les deux personnalités. C'est déjà suffisamment difficile – et terriblement déprimant – pour les militant·es d'Angleterre, d'Écosse et du Pays de Galles de suivre et d'analyser tous les problèmes qui ont surgi depuis, les imposer à un public international n'a aucun sens. Il convient néanmoins de mentionner deux thèmes principaux, ne serait-ce que pour en esquisser les grandes lignes.

Le programme initial est vague, avec des omissions importantes et des ambiguïtés. Quatre documents ont été préparés à l'avance pour la conférence de fondation : celui relatif au programme politique (19) est de loin le plus court : 263 mots, soit 1 700 signes, espaces compris !

Dans ce texte, il n'y a aucun sentiment d'urgence : aucune mention de la montée de l'extrême droite et quasiment aucune de la crise environnementale. Ce texte exprime des aspirations positives, mais sans aucune mesure ou revendication qui pourrait concrétiser ces espérances.

Il existe un manque de clarté sur la façon dont le Pays de Galles et l'Écosse pourraient se doter de structures indépendantes. Des fédérations pilotées depuis Londres ne feront pas l'affaire, et pas seulement pour ceux qui jouent un rôle central dans les courants indépendantistes de ces pays, mais plus généralement parmi les jeunes.

Aucune leçon ne semble avoir été tirée des expériences des partis globalement à gauche de la social-démocratie qui se sont constitués avec une compréhension inadéquate du besoin d'indépendance politique, qu'il s'agisse du Brésil, de la Grèce ou de l'État espagnol. Pourtant, dans tous ces cas, des défaites ont renforcé la droite radicale et démobilisé des milliers de militant·es qui sentaient qu'ils avaient gravi la colline... avant d'être abandonné·es par leurs dirigeant·es supposé·es.

Au bout du compte, on ne peut pas séparer ce manque de clarté politique des questions de fonctionnement démocratique, parce que ce dernier est la meilleure garantie que des erreurs puissent être corrigées. C'est pourquoi, pour la conférence de fondation, ACR (Anticapitalist Resistance) a présenté à la fois une résolution politique alternative et des amendements aux statuts (20).

Le second thème est l'absence de transparence. L'annonce initiale de l'organisation a eu lieu en juillet et la conférence de fondation prévue pour fin novembre, sans qu'aucune structure permanente n'assure l'intérim. Celleux qui participeront à l'initiative de Liverpool ont été sélectionné·es par un tirage au sort appelé « tri » (avec une pondé-

ration non spécifiée pour inclure les plus marginalisé·es). À moins de deux semaines de l'événement, on ne sait pas clairement quelles décisions seront prises à ce moment et quelles décisions seront soumises ultérieurement à ratification.

Il est vrai que mettre en œuvre un système démocratique de délégation pour un si grand nombre de personnes constitue un véritable défi : par exemple, il n'existe aucune salle de réunion où nous pourrions tous nous rassembler. Aussi, à ce stade, on peut admettre l'idée d'un tirage au sort, mais ce serait tout à fait problématique si cela était proposé comme un fonctionnement permanent de la structure. Cela laisse penser qu'il s'agit d'une option légitime et non d'une solution ponctuelle inévitable. Un système sans responsabilité et sans possibilité de révocation ne peut pas être une structure démocratique.

Et même si des « proto-sections » ont été mises sur pied dans de nombreuses localités, elles n'ont pas reçu de ressources de la part du centre. Sans accès aux listes de ceux et celles qui ont signé centralement, il est inévitable que celles et ceux qui s'impliquent soient les personnes qui sont déjà organisée·es et se connaissent entre elles. Dans certains endroits se sont mis en place des groupes rivaux, chacun dominé par un groupe de gauche différent.

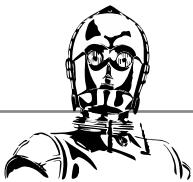
Au-delà des questions majeures qui sont soulignées ici, il y a eu toute une série d'histoires négatives à la fois dans les grands médias et sur les réseaux sociaux à propos de personnalités connues associées au projet qui annonçaient leur retrait ou qui critiquaient publiquement la manière dont d'autres géraient les choses. Inévitablement, tout ceci signifie que des personnes qui, il y a des mois, avaient signé se sont maintenant éloignées. Certaines ont rejoint les Verts, ce qui n'est pas si mal, mais certaines ont presque certainement abandonné la politique.

En dépit de ces difficultés, il serait complètement irresponsable pour des révolutionnaires de ne pas s'impliquer dans le processus et de ne pas tout mettre en œuvre pour garantir le meilleur résultat possible. ■

Le 19 novembre 2025

19) Les quatre documents sont la déclaration politique, les statuts, le règlement intérieur et la stratégie organisationnelle.

20) « A*CR's your party amendments » (amendements d'ACR pour Your Party), 10 novembre 2025.



Une IA écosocialiste est-elle possible ?

L'IA telle qu'elle se développe est le produit d'une guerre de classe et d'une lutte interne à la bourgeoisie. Mais elle se construit sur des avancées scientifiques réelles, qui pourraient sans doute être utilisées autrement. La relation entre technique et capital est complexe et mouvante, et tracer des perspectives politiques justes impose de l'analyser en profondeur..

Par
Léonard Brice

Dans mon secteur de travail, l'enseignement supérieur et la recherche, l'idée qu'il va falloir s'adapter aux avancées de l'intelligence artificielle (IA) est devenue un lieu commun. À chaque période d'examen, les salles de café résonnent des plaintes sur les étudiant·es qui donnent leurs exercices à ChatGPT et recopient les réponses sans les comprendre. L'IA court-circuite l'apprentissage. Pas seulement parce que les étudiant·es n'apprennent jamais à faire ce que la machine fait à leur place ; mais surtout parce qu'·ils se disent, avec une certaine lucidité, qu'apprendre à faire ce que la machine sait désormais faire toute seule (ou presque) risque de ne pas valoir grand-chose sur le marché du travail de demain.

L'IA va profondément transformer la société, ou plus exactement, elle va être utilisée pour la transformer. Car la technique, si elle n'est jamais neutre, n'est pas non plus douée d'une volonté propre. L'IA est un vaste ensemble de techniques dont on peut, d'un point de vue scientifique, admirer les progrès ; mais ChatGPT, MidJourney, Sora et leurs avatars sont des produits, développés par des capitalistes en suivant l'invariable aiguillon du profit. Est-il possible, dans les connaissances scienti-

fiques qui ont permis le développement de ces produits, d'extraire quelque chose de réellement utile ? Ce qui est certain, c'est qu'il n'y a pas que les enseignant·es qui vont devoir s'adapter : la gauche doit anticiper ce que les capitalistes peuvent faire de ces outils et poser la question de ce que la classe travailleuse pourrait en faire.

Quelques repères

Le terme d'« intelligence artificielle » est vieux et vague. Il a émergé dans les années 1950, et désigne depuis cette époque à peu près tout système informatique qui fait des choix d'une manière relativement autonome. En réalité, les récentes avancées qui ont défrayé la chronique sont celles d'un ensemble de techniques bien plus spécifiques, l'apprentissage profond (ou *deep learning*), fondé sur les réseaux de neurones artificiels.

Depuis les années 1950, la recherche en IA s'est développée autour de deux approches concurrentes : l'IA

« symbolique » et l'IA « connexionniste ». La première, largement dominante historiquement, manipule des concepts précis, régis par des règles non ambiguës. Un traducteur automatique, par exemple, sera programmé à l'aide d'un immense dictionnaire – et dès qu'un peu d'analyse du contexte est nécessaire pour traduire un mot, les résultats sont très mauvais. Et c'est avec cette logique que, jusqu'à il y a peu, la plupart des objets et programmes



Léonard Brice

Léonard Brice est militant de la Gauche anticapitaliste, section belge de la Quatrième internationale. Il travaille comme chercheur en informatique théorique dans un institut de recherche autrichien, spécialisé dans les méthodes formelles de vérification de programme.

de notre quotidien étaient conçus : avec de très longs morceaux de code, truffés de « si » et de « tant que ».

L'approche connexionniste, elle, ambitionne d'imiter le fonctionnement physique d'un cerveau : une très grande quantité de « neurones », qu'on cherche à connecter entre eux de la bonne manière, pour que le réseau de neurones ainsi construit remplisse les fonctions désirées. Un réseau de neurones est d'abord construit de manière (plus ou moins) aléatoire, puis est amélioré « à tâtons », en l'entraînant sur un grand nombre de situations et de données qu'on veut le voir traiter correctement. Un exemple d'algorithme d'entraînement (1) : on prend un réseau de neurones, on génère au hasard plusieurs versions légèrement modifiées de lui-même, on les teste sur la même tâche, on sélectionne la version qui s'en sort le mieux, et on recommence.

Jusqu'aux années 2000, l'approche connexionniste a enchaîné les déceptions.

1) Pour illustration : les algorithmes d'entraînement utilisés en pratique sont beaucoup plus techniques.

Le *boom* auquel nous assistons a démarré au début des années 2010, lorsque de nouvelles techniques d'apprentissage ont permis d'exploiter les quantités énormes de données qui avaient, entre-temps, été rendues disponibles par le développement d'Internet : c'est l'arrivée du *deep learning*. Celui-ci a permis le développement rapide d'IA pour résoudre des problèmes anciens, comme la reconnaissance d'images (2), mais aussi d'exécuter des tâches qu'on peut qualifier de créatives, comme générer une image – on parle d'IA générative, et de *grand modèle de langage* lorsque l'objet généré est du texte (en anglais *large language model*, LLM).

GPT est le représentant le plus célèbre de ces LLM, voire des IA génératives. Fondamentalement, il fonctionne comme le correcteur automatique de votre téléphone : à partir d'une séquence de mots, il choisit le mot le plus susceptible de suivre, au regard de l'entraînement qu'il a reçu. Et il recommence, jusqu'à avoir généré un texte entier. D'où sa tendance inévitable à inventer (dans le jargon, on dira *halluciner*) certaines informations : ce que l'IA considère comme vrai est essentiellement ce qu'elle juge, d'après ses données d'entraînement, *plausible* (3).

Le *deep learning* repose donc sur trois choses.

- D'abord, un entraînement, nécessairement long et intense (et coûteux en énergie).
- Ensuite, un système lui-même énorme : GPT-5 est construit sur un réseau de plusieurs centaines de milliers de neurones artificiels, qui nécessite 1 000 à 2 000 Go (un bon disque dur) pour être simplement stocké. Sur votre propre ordinateur, pour répondre à une requête, il faudrait plusieurs heures... et surtout une mémoire vive cent fois plus importante. C'est la raison pour laquelle toutes ces IA fonctionnent sur de grands serveurs auxquels nos requêtes sont envoyées par Internet. Les IA intégrées à des objets, sans connexion, sont beaucoup plus rudimentaires et le resteront probablement longtemps.
- Enfin, des données qui doivent être disponibles (et accaparées) en quan-

tité gigantesque. C'est ce qui explique que le *boom* auquel nous assistons est celui de systèmes qui traitent et génèrent des types de données disponibles en grande quantité grâce à Internet : du texte, des images, des vidéos.

De ces aspects se déduisent deux limitations techniques : premièrement, le *deep learning* ne développe que des IA très centralisées, reposant sur des infrastructures énormes, que seuls de très gros acteurs peuvent construire et faire fonctionner. Deuxièmement, il donne de très mauvais résultats dès que les données manquent, ce qui est en particulier le cas pour toutes les formes de tâches manuelles. Une action aussi simple que saisir un verre, avec une pression assez forte pour qu'il ne glisse pas, et assez faible pour qu'il ne se brise pas, ne s'apprend pas avec

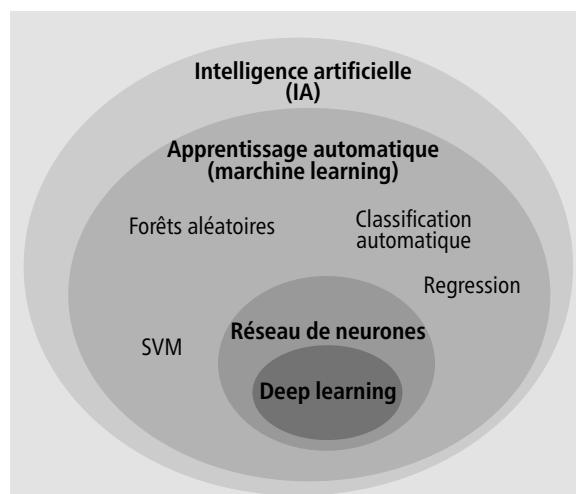
des données disponibles sur Internet : les robots doivent s'entraîner en faisant eux-mêmes des tentatives répétées (comme un humain au cours de sa vie), ce qui est bien plus long et coûteux.

Ces deux limitations peuvent-elles être dépassées ? Pour la première, sans surprise, le capital s'en moque – il en est même très satisfait. Pour la deuxième, il s'agit en fait d'une question cruciale, pour

les capitalistes comme pour nous : les avancées de l'IA resteront-elles cantonnées aux tâches cognitives, ou bien ce mur tombera-t-il, permettant un nouveau boom dans le domaine de la robotique ? Les paris sont ouverts, et les mises sont élevées.

Le marché de l'IA : barons de la Silicon Valley et Léviathan chinois

La première limitation a pour conséquence immédiate que l'IA générative,



Les sous-domaines de l'intelligence artificielle. Le machine learning regroupe les techniques permettant à un système informatique d'apprendre à exécuter des tâches, sans suivre un code explicite. Les réseaux de neurones sont des systèmes imitant (vaguement) la structure du cerveau humain, avec des connexions entre les neurones qui s'ajustent pour permettre l'apprentissage. Le deep learning consiste à utiliser de très grands réseaux de neurones pour apprendre de nombreuses tâches, au prix d'une perte en « explicabilité » (on ne sait plus dire quel neurone sert à quoi). © Bouliech

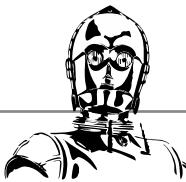
comme secteur de l'économie, est extrêmement concentrée : 63 % des revenus sont accaparés par 8 entreprises, et cette proportion grimpe à toute vitesse à mesure que la concurrence écrase les petits joueurs (4).

Sans surprise, le marché est un terrain d'affrontement privilégié entre les États-Unis et la Chine. *A priori*, les premiers dominent : 63 % est aussi la proportion des revenus empochée par des entreprises étatsuniennes. Mais ces chiffres sont en trompe-l'œil, car la Chine suit une stratégie différente, ancrée dans le long terme : les entreprises chinoises publient généralement leurs modèles et leurs jeux de données en accès libre, ce qui ralentit les revenus immédiats, mais crée un

2) Si l'on veut citer un moment de « déclic », ce serait l'arrivée du modèle AlexNet, en 2012, qui représente un bond en avant considérable dans la reconnaissance d'images par ordinateur. Les premiers grands modèles de langage, dont GPT, arrivent en 2017-2018.

3) Un récent article, écrit par des chercheur·ses d'OpenAI (l'entreprise propriétaire de ChatGPT), démontre que le phénomène d'hallucination est inévitable : Adam Tauman Kalai, Ofir Nachum, Santosh S. Vempala, Edwin Zhang, « Why Language Models Hallucinate ».

4) « The Big Picture 2025: Generative AI », S&P Global Market Intelligence, 7 février 2025.



Intelligence artificielle

écosystème plus favorable pour continuer à développer de nouvelles technologies. Par ailleurs, les États-Unis se sont positionnés sur les formes d'IA les plus profitables ici et maintenant (notamment la génération automatique de code), tandis que la Chine parie sur celles qui sont plus embryonnaires – surtout en robotique. Elle est d'ores et déjà leader dans la construction des composants matériels essentiels pour robots, pour une raison simple : la plupart d'entre eux ont été développés pour l'industrie des véhicules électriques (5). L'issue de ce bras de fer dépendra donc largement de cette question ouverte : les applications de l'IA à la robotique deviendront-elles rentables, ou s'agit-il d'une simple bulle financière ?

Dans une moindre mesure, la question se pose pour l'ensemble du marché de l'IA, qui reste très spéculatif (6). Pour l'instant, la priorité des entreprises du secteur n'est pas de générer des dividendes, mais de persuader les investisseurs qu'elles en généreront demain, pour maintenir ou faire grimper leur valeur boursière. Et cela apporte un éclairage important sur le type de produits développés.

Qui rêve d'un humain artificiel ?

Les investissements dans l'IA sont donc guidés par des critères qui tiennent de l'acte de foi : les capitalistes favorisent les formes d'IA qui présentent des caractéristiques les conduisant à penser, à tort

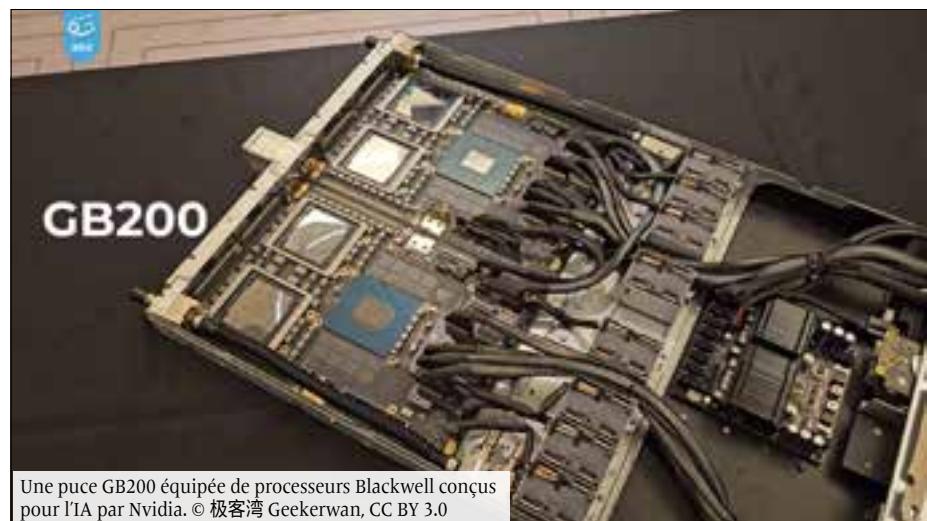
5) « China gains dexterous upper hand in humanoid robot tussle with US », Gloria Li, Nian Liu et Wenjie Ding, 9 avril 2025, Financial Times.

6) Voir à ce sujet « The AI Bubble and the US economy », Michael Roberts, 14 octobre 2025, The Next Recession, publié dans ce numéro.

7) Nicolas Lellouche, « ChatGPT : combien de personnes l'utilisent vraiment ? », 5 décembre 2024, numerama.

8) Le test originellement proposé par Turing diffère un peu de cette version, qui est celle prise comme référence aujourd'hui. À noter qu'aucune IA n'a encore réussi ce test à ce jour.

9) Dans l'espace francophone, ce débat a notamment été occupé par la figure très désagréable du philosophe Raphaël Enthoven, qui affirme à qui consent encore à l'entendre que « *la machine ne pourra jamais penser* ». Il s'appuie notamment, au premier degré, sur une expérience au cours de laquelle il a obtenu une meilleure note que ChatGPT sur un sujet du baccalauréat de philosophie. La machine sera-t-elle un jour capable de philosopher, de proposer des concepts innovants et de faire avancer les grands questionnements de l'humanité ? La question est ouverte. Mais elle l'est tout autant pour Raphaël Enthoven.



Une puce GB200 équipée de processeurs Blackwell conçus pour l'IA par Nvidia. © 极客湾 Geekerwan, CC BY 3.0

ou à raison, qu'elles pourront devenir rentables. Et ces caractéristiques n'ont que très peu de rapport avec nos besoins réels. J'en identifie principalement deux.

La première est relativement rationnelle, du point de vue du capital : la capacité du produit à créer un besoin, jusqu'à se rendre indispensable. Les LLM excellent à ce petit jeu : en décembre 2024, soit deux ans après son lancement, 300 millions de personnes utilisaient déjà ChatGPT au moins une fois par semaine, un chiffre que Facebook avait mis huit ans à atteindre (7).

L'autre caractéristique tient plus du fétichisme : il s'agit de la capacité d'un produit à résonner avec cette fascination humaine, largement répandue à travers les pays et les époques, pour les créations qui imitent les comportements et les facultés de notre espèce. Et à susciter cette fascination chez les consommateurs, dans le débat public et chez les investisseurs eux-mêmes.

Des automates du dieu Héphaïstos au pantin Pinocchio, les mythologies antiques et les contes populaires regorgent d'histoires où un inventeur ingénieux fabrique une créature qui se meut et pense comme un humain. Depuis les tout débuts de l'informatique, l'horizon ultime du développement des machines est défini par leur capacité à imiter l'humain – plus que par leur utilité. En 1950, Alan Turing prédi-

sait que les machines seraient un jour capables de passer ce qu'il est désormais convenu d'appeler le test de Turing, c'est-à-dire d'imiter (par messages écrits) un interlocuteur humain si fidèlement que l'observateur ne peut plus dire s'il s'agit d'une machine ou d'un humain (8). Aujourd'hui, l'expression même d'*« intelligence artificielle »*, au lieu d'autres termes plus précis, et les débats passionnés sur la nature de cette *« intelligence »* (9), montrent que cette fascination ne fait que s'exacerber.

“On va dans la mauvaise direction. Je veux que l'IA fasse ma lessive et ma vaisselle pour que je puisse créer de l'art et écrire. Pas que l'IA fasse de l'art pour que je puisse faire ma lessive et ma vaisselle. ”

déroulante à nous singer, qui soient le produit roi de la course à l'IA. De la même manière, en robotique, tout particulièrement dans la stratégie chinoise, ce sont les humanoïdes qui accaparent désormais l'attention... alors que le bipédisme pose d'énormes difficultés techniques, et qu'il n'y a aucune raison de penser qu'il est optimal pour les tâches que l'on veut donner à ces machines. En comparaison, les progrès réalisés, dans la même période, par les IA de reconnaissance d'imagerie médicale ou de prédiction de structure des protéines, bien plus utiles, sont presque passés inaperçus.

Bien sûr, il s'agit là des critères qui guident l'investissement à court terme : ils expliquent pourquoi, parmi les multiples possibilités ouvertes, certaines sont explorées avant d'autres. Mais les capitalistes ne se contenteront pas éternellement de

promesses et de rêves. Si une part toujours croissante du capital est investie dans la construction de centres de données et de serveurs, il faudra tôt ou tard que cela permette de moins dépenser en salaires. Et c'est bien l'objectif qu'ils ont en tête.

Ce que l'IA veut dire pour le travail

Nous n'avons pas pour tradition de rejeter en bloc l'automatisation. Elle peut être un outil d'émancipation, si elle permet à l'humanité de travailler moins ; mais les capitalistes ont la fâcheuse tendance de l'utiliser non pas pour soulager les travailleur·ses, mais pour en jeter une partie à la rue – ou bien pour augmenter la production. La réponse à l'automatisation est donc classiquement la réduction collective du temps de travail.

Dans le cas de l'IA, mon point de vue est que cette réponse est toujours pertinente, mais insuffisante. En tant que vague d'automatisation, elle affiche une particularité unique : elle concerne avant tout les professions intellectuelles. En juillet, une étude de Microsoft (10) proposait ainsi une liste des métiers les plus exposés. Dans le top 10, on trouve des emplois pour lesquelles la réduction du temps de travail est effectivement un enjeu : interprètes et traducteur·rices, agent·es de bord, représentant·es de service client, téléphonistes, agent·es de billetteries et de voyage... mais aussi les animateur·rices de radio et télévision (en dixième position), les écrivain·es (en cinquième) et les historien·nes (en deuxième !).

« *On va dans la mauvaise direction. Je veux que l'IA fasse ma lessive et ma vaisselle pour que je puisse créer de l'art et écrire. Pas que l'IA fasse de l'art pour que je puisse faire ma lessive et ma vaisselle* », écrit l'autrice de science-fiction Joanna Maciejewska. Cette angoisse est largement répandue, aujourd'hui, dans les milieux artistiques. Légitimement, car si des IA peuvent produire aujourd'hui des illustrations, des musiques, des vidéos, et demain peut-être des romans, c'est parce qu'elles ont été entraînées sur les œuvres produites par des artistes

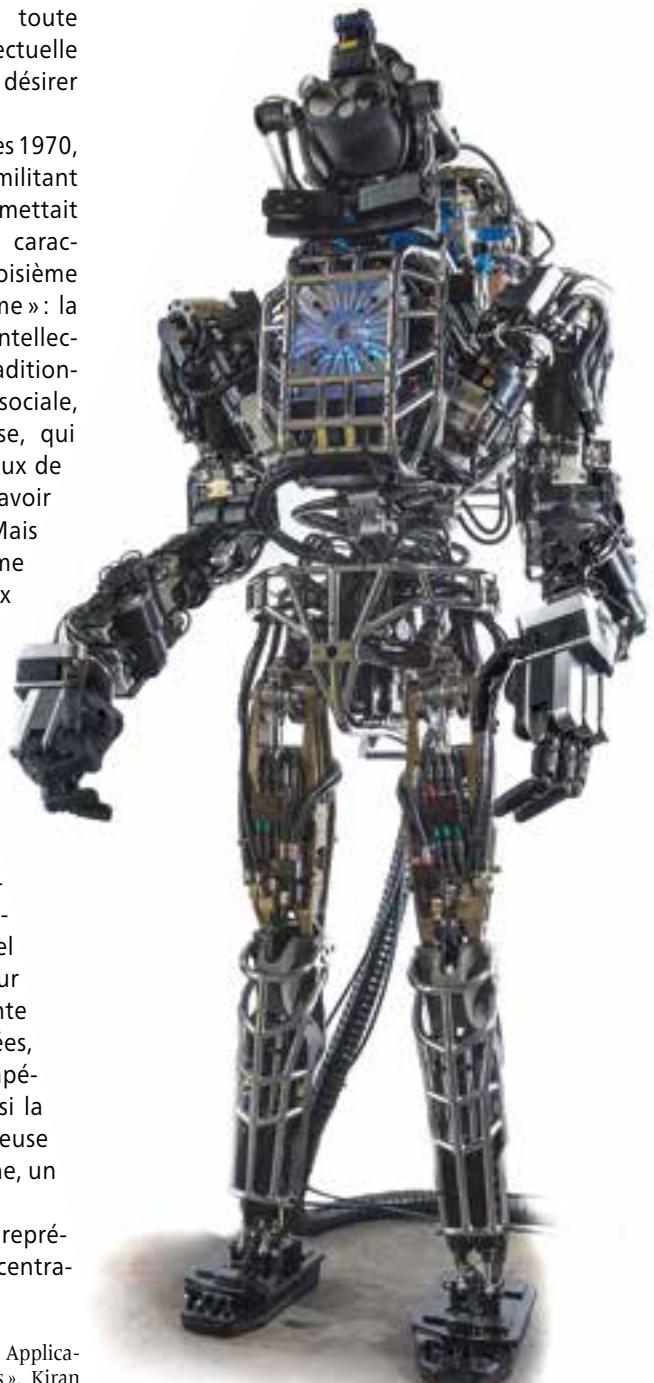
“ aucun constructeur automobile ne choisira de lui-même de construire des véhicules autonomes pensés pour mettre fin à la voiture individuelle. ”

en chair et en os – un travail approprié gratuitement, en jouant avec les limites du plagiat. Dans les milieux artistiques, on s'en doute, la perspective d'une réduction du temps de travail permise par cette automatisation ne rassure pas grand monde, et pour cause : l'IA fait bien plus qu'augmenter la productivité. Elle est utilisée pour déposséder les artistes du fruit de leur travail, ce qui les empêche d'en vivre et mène tout droit à une société où seul·es les riches peuvent donner du temps à l'art. Une dynamique susceptible de s'étendre à toute activité intellectuelle que l'on pourrait désirer faire.

Dans les années 1970, l'économiste et militant Ernest Mandel mettait en évidence une caractéristique du « troisième âge du capitalisme » : la prolétarisation des professions intellectuelles. Ces dernières étaient traditionnellement réservées à une élite sociale, petite-bourgeoise ou bourgeoise, qui accaparait grâce aux filtres sociaux de l'enseignement supérieur un savoir dont elle faisait un privilège. Mais les développements du capitalisme post-1945 ont engendré deux tendances en tension : la concentration du capital, qui a rétréci cette élite sociale et élargi le prolétariat ; et l'automatisation, justement, qui diminuait les besoins en main-d'œuvre manuelle et augmentait ceux en main-d'œuvre intellectuelle. Résultat : de nombreuses professions intellectuelles ont été intégrées au prolétariat. Mandel utilise cette dynamique pour expliquer l'aliénation croissante de ces professions (plus contrôlées, standardisées et soumises à l'impératif du profit), mais en tire aussi la conclusion que la classe travailleuse gagne, avec cette nouvelle couche, un potentiel atout.

L'arrivée de l'IA pourrait bien représenter un virage serré. Si la concentra-

tion du capital n'est pas près de s'arrêter, l'automatisation, en revanche, s'attaque désormais au travail intellectuel. Certain·es travailleur·ses s'en sortiront par le haut : celleux qui parviendront à devenir des « managers d'IA », et donc potentiellement à se déprolétariser. Et puis il y aura tou·tes les autres : celleux qui feront les quelques tâches pénibles que les IA ne savent pas faire, notamment relire et vérifier ce qu'elles produisent, et qui travailleront donc dans un cadre encore bien plus aliéné ; et surtout, celleux qui perdront leur emploi, et



Atlas (2013), robot androïde de Boston Dynamics
© DARPA — Website / image, Domaine public

10) « *Working with AI: Measuring the Applicability of Generative AI to Occupations* », Kiran Tomlinson, Sonia Jaffe, Will Wang, Scott Counts, et Siddharth Suri, 17 octobre 2025.



devront se retrancher sur des emplois pour lesquels iels sont surqualifiés. Occupier une profession intellectuelle pourrait alors redevenir un privilège, réservé à une élite sociale resserrée. Et par conséquent, étudier aussi.

Retour à la case enseignement

C'est ici que la question de l'enseignement devient centrale. Il doit s'adapter, mais pas seulement ses *méthodes* – avec ou sans IA, un enseignement efficace est avant tout un enseignement qui n'entasse pas les étudiant·es dans des auditaires bondés, entre deux jobs sous-payés. La vraie question, c'est ce qu'on y apprend, et qui y a droit.

La classe dirigeante n'a consenti à la démocratisation de l'enseignement, qui lui coûte tout de même une part substantielle de ses profits, que parce qu'elle avait besoin de travailleur·ses qualifiés – et cette démocratisation est allée de pair avec des attaques pour limiter l'enseignement à l'acquisition des compétences nécessaires à la production, en comprimant ce qui pouvait servir à l'émancipation. Si le besoin de travailleur·ses qualifiés diminue, il faut s'attendre à ce que les établissements du supérieur, et sans doute une partie du secondaire, soient mis sous pression pour fermer leurs portes aux jeunes de classes populaires, et que la réduction de leurs financements s'accélère. Qui tend l'oreille peut déjà entendre monter une petite musique, affirmant que certains contenus deviennent inutiles à enseigner, maintenant que l'IA les maîtrise mieux que les étudiant·es (11)...

Les luttes de l'éducation pourraient donc revêtir une nouvelle dimension. Si la bourgeoisie obtient le rapport de forces qui lui permet d'ajuster les vannes de l'enseignement à ses besoins, elle pourra utiliser l'IA comme un nouvel outil d'aliénation du prolétariat sur le lieu de travail. Mais si elle se heurte à une résistance qui parvient à défendre le droit à un enseignement ouvert, gratuit et émancipa-

teur, qui promeut le savoir comme droit universel, et qui s'attaque à la séparation même entre travail intellectuel et manuel, alors cela placera notre classe sociale dans une bien meilleure position pour avoir son mot à dire sur ce qui sera fait de ces technologies.

Une IA écosocialiste est-elle possible ?

La perspective d'une réduction du temps de travail rendue possible par l'automatisation est toujours d'actualité. Dans un grand nombre de domaines, des formes d'IA peuvent réellement être utilisées à cette fin. Mais cela suppose de mettre en place un rapport de forces suffisant pour que les utilisations de l'IA ne soient pas uniquement dictées par le profit.

Il en est de même pour les aspects écologiques, qui mériteraient un article à part entière. L'IA telle qu'on la développe est extrêmement coûteuse en énergie, en eau et en minéraux. Mais du côté de la recherche, on envisage beaucoup d'applications écologiques qui ne sont pas ridicules. Entre autres, de nouvelles méthodes de compression

de données (par exemple en stockant une image sous la forme d'un petit réseau de neurones, capable de reconstruire l'image *a posteriori*), ce qui permettrait théoriquement une réduction importante des flux échangés par Internet (et donc de l'énergie avalée par les serveurs). Pour prendre un exemple plus connu du grand public, les véhicules autonomes peuvent aussi avoir un intérêt écologique, s'ils sont utilisés en complément des transports en commun, pour les fonctions résiduelles que ceux-ci ne peuvent pas remplir – dernier kilomètre en milieu rural, transport d'une charge lourde, utilisateur·rices handicapé·es... On voit bien ici que le problème n'est pas tant dans la technologie, que dans le produit que les capitalistes en tireront : aucun constructeur automobile ne choisira de lui-même de construire des véhicules autonomes pensés pour mettre fin à la voiture individuelle. Et si de nouvelles techniques permettent d'échanger autant de données avec moins d'énergie, elles seront utilisées pour échanger plus de données.

Face à l'essor de l'IA, quelles perspectives stratégiques pour des organisations révolutionnaires ? Une priorité évidente est de dénoncer, ici et maintenant, la nature des produits vendus par les seigneurs de la tech : ChatGPT, par exemple, est un hameçon conçu pour que les consommateur·rices ne sachent plus s'en passer, et a vocation à se muer en quelque chose de bien plus profitable dès lors que cet objectif sera rempli – soit en devenant payant, soit en aspirant nos données, soit en influençant nos habitudes de consommation au profit du plus offrant. Et il y a des formes d'IA bien plus cauchemardesques encore, à combattre d'urgence. J'en vois trois absolument critiques : l'accaparement de l'art, dont j'ai déjà parlé ; le remplacement des humains par des IA dans les métiers du soin et de l'accompagnement des personnes ; et, bien sûr, les applications policières et militaires. Nous devons revendiquer une interdiction de l'IA dans ces trois domaines.

Mais un rejet en bloc de toute forme d'IA ne serait qu'une manière de garder les mains propres, et d'éviter les questions compliquées. Notre camp social doit aussi imposer ses vues sur les besoins sociaux réels auxquels des formes d'IA peuvent répondre. J'ai cité l'automatisation des métiers pénibles, et les potentielles utilisations écologiques ; il reste aussi toutes les applications dans le domaine médical et dans l'assistance aux personnes handicapées (la reconnaissance d'image pour les personnes malvoyantes, par exemple), sans doute les plus prometteuses aujourd'hui. Poser ces perspectives implique de dépasser le mysticisme des gourous de la Silicon Valley qui rêvent d'humains artificiels : les LLM et autres IA génératives, si elles constituent les stars du moment, ne sont pas nécessairement les produits les plus utiles que cette nouvelle vague technologique permet de concevoir, et ceux-ci sont sans doute à chercher dans des applications bien plus spécialisées et plus discrètes.

Le reste, bien sûr, passera par renforcer les luttes pour la réduction du temps de travail, pour le contrôle de l'outil de travail par les travailleur·ses, pour la défense des services publics (l'enseignement en particulier) et pour une économie où les besoins réels, définis démocratiquement, dictent ce qui doit être produit et comment. ■

11) Voir par exemple « Eliminate the Required First-Year Writing Course », Melissa Nicolas, 14 novembre 2023, *Inside Higher Ed*.

Contradictions sans dialectique : à propos du débat sur l'IA dans l'enseignement supérieur

Comme les autres technologies, l'intelligence artificielle (IA) n'est pas une variable isolée. Elle est utilisée par des humains, qui peuvent l'employer de manière appropriée et responsable, ou non. Les réactions à l'IA générative appliquée à l'éducation, à l'écriture, et à toutes les formes de communication sont selon toute vraisemblance largement exagérées.

Par
Harvey J. Graff et
Sean Kamperman

De mon point de vue (Graff), en tant que chercheur en histoire sociale et culturelle de la littératie, ces réactions suivent le même schéma (sous une forme exacerbée, les réseaux sociaux modernes aidant) que les réponses à toutes les grandes transformations des technologies de la communication.

On pourrait faire remonter les exemples aux peintures rupestres, suivies de l'invention de tel et tel alphabet, des différents systèmes d'écriture qui les ont employés, de l'impression xylographique puis à caractères mobiles (Gutenberg).

Plus près de nous, le débat fait écho aux réactions à l'invention des machines à écrire, manuelles puis électriques, suivies des générations successives d'ordinateurs. Les réactions soit purement positives, soit purement négatives, ont formé l'essentiel des réponses au télégraphe, à la radio, et à la télévision ; les réponses nuancées ou équilibrées (osons dire dialectiques) ont été bien plus rares.

Chaque invention est vue soit comme une promesse de salut, soit comme un prélude à la fin de la civilisation telle qu'on la connaît. L'analyse du contexte historique, social, culturel, économique et politique, l'interprétation équilibrée

et la comparaison nuancée sont rarement saillantes.

Les commentateur·rices contemporains prennent rarement le temps de définir précisément ce qu'ils entendent quand ils parlent d'IA, ou même d'IA générative ; il y en a pourtant de nombreuses sortes, et de nombreux usages. Et ils détaillent encore moins souvent quels sont les usages spécifiques qu'ils louent, ou bien ceux qu'ils craignent et condamnent.

Les usager·es humain·es

Comment le débat a-t-il pu à ce point passer à côté de l'essentiel ? Parmi les variables qui manquent au débat, il y a les usager·es, jeunes ou plus âgé·es, et la manière dont on leur a (ou non) présenté ces technologies, et dont iels ont (ou non) appris à les utiliser.

Prenons par exemple l'article « L'IA met en danger

le cœur même de l'enseignement supérieur » de Zahid Naz (1). Il devrait sembler évident qu'il n'y a pas un unique « cœur de l'enseignement supérieur ».

Il en est de même de l'article « Aucun·e étudiant·e ne devrait obtenir son diplôme sans avoir reçu de cours sur l'IA, disent des responsables » de Juliette Rowsell (2). L'auteure ne précise pas de quel programme elle parle, ni de quels usages. Or l'IA n'est pas reçue et utilisée de la même manière selon les disciplines – un aspect qui passe souvent à la trappe.



Harvey J. Graff

Harvey J. Graff est professeur émérite d'anglais et d'histoire. Auteur de nombreux ouvrages sur la littératie, les enfants et les jeunes, les villes et l'interdisciplinarité, il a récemment publié *Searching for Literacy: The Social and Intellectual Origins of Literacy Studies* (2022) et *Reconstructing the « Uni-versity » from the Ashes of the « Multi- and Mega-versity »* (Reconstruire l'« uni-versité » à partir des cendres de la « multi- et méga-versité »), 2025.

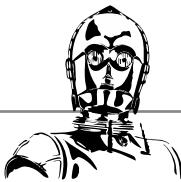
Publié par *Against the Current*, traduit par Léonard Brice.

Les auteur·rices se succèdent ainsi pour donner leur avis : « L'IA améliore-t-elle l'éducation ou la remplace-t-elle ? » (3). Un autre écrit, sur des bases encore plus creuses, interroge : « L'IA pourrait détruire l'université telle que

1) « AI risks undermining the heart of higher education », *Times Higher Education*, 21 avril 2025.

2) « No student should graduate without being taught AI, leaders told », *Times Higher Education*, 3 avril 2025.

3) « Is AI Enhancing Education or Replacing It ? », Clay Shirky, *Chronicle of Higher Education*, 29 avril 2025.



nous la connaissons : la menace existentielle de la nouvelle vague des technologies éducatives » (4). « *L'université telle que nous la connaissons* » n'est pas définie ; la relation entre « *nouvelle vague* » et « *menace existentielle* » n'est pas expliquée. Or, la question devrait toujours être : comment l'IA est-elle utilisée ? quels programmes ? à quelles fins ? Car non, l'IA, en elle-même, ne peut pas « *remplacer l'éducation* ».

Bien sûr, il y a l'exemple de l'éphémère secrétaire à l'Éducation de Donald Trump, Linda McMahon (par ailleurs ancienne patronne de la World Wide Wrestling, fédération mondiale de catch), qui a du mal à faire la différence entre l'IA et la sauce pour steak A1 (5)... autant dire que les « *parties prenantes* » (6) sont largement hors-jeu.

Craintes, espoirs et dangers

Comme toutes les technologies majeures, l'IA peut bien entendu être dangereuse selon ses utilisations et ses utilisateurs. Dans « *Comment la guerre à Gaza a stimulé les expériences d'IA en Israël* » (7), Sheera Frenkel et Natan Odenheimer détaillent les risques et les conséquences parfois fatales d'initiatives prématuées, défaillantes et inappropriées.

La publicité faite autour de chaque nouvelle invention alimente un nouveau « *mythe* » fait de craintes et d'espoirs. Par exemple, en 1979, j'ai inventé le terme « *literacy myth* », pour désigner l'importance exagérée accordée à l'acquisition individuelle de la lecture ou de l'écriture, considérées indépendamment de l'environnement extérieur.

4) « *AI May Ruin the University as We Know It: The existential threat of the new wave of ed-tech* », *Chronicle of Higher Education*, 30 octobre 2024.

5) *Artificial Intelligence* s'abrége AI en anglais. Dans un discours du 8 avril 2025, Linda Mac Mahon a confondu ce sigle avec la marque A1. [ndt]

6) En anglais *stakeholder*. La phrase originale comprend un jeu de mot avec *steak*, qui n'a pas pu être traduit. [ndt]

7) « *How the War in Gaza Drove Israel's A.I. Experiments* », *New York Times*, 25 avril 2025.

8) Voir *The Literacy Myth*, 4^e édition, WAC Clearinghouse Press, 2023.

9) *CliffsNotes* est une série de guides pour étudiant·es, en anglais, qui résument et analysent des œuvres littéraires. Avant l'arrivée de ChatGPT, les CliffsNotes étaient bien connus, en Amérique du Nord, pour être abondamment utilisés par les élèves et étudiant·es pour éviter de lire la littérature obligatoire. [ndt]



Non seulement ce mythe conduit à des hypothèses irréalistes sur ce qu'être alphabétisé·e veut dire, mais il amène aussi à dénigrer injustement celleux qui ont des capacités moindres ou différentes pour lire, écrire et compter. Ces représentations ont contribué, pendant des siècles, aux inégalités et aux restrictions d'opportunités (8).

Nous avons maintenant le « *mythe de l'IA* ». Un mythe, bien sûr, n'est ni une fiction ni un mensonge : c'est une vérité partielle. Pour se répandre et être accepté, au moins par quelques-un·es, un mythe ne peut pas être entièrement faux.

On oublie souvent qu'avant le lancement de ChatGPT, en 2022, les lycéen·nes, les étudiant·es, les enseignant·es et les chercheur·es utilisaient déjà tous les éléments que le *chatbot* semble avoir soudainement collectés, assemblés et mis en forme. Des outils d'édition, de résumé, de structuration et même d'analyse étaient déjà disponibles depuis des années. Quand j'étais au lycée (Graff), mes ami·es apprenaient à utiliser différentes applications et les ont utilisées, de manière intelligente et efficace, tout au long de leurs études secondaires et universitaires. Cette génération disposait des *CliffsNotes* (9) et des encyclopédies imprimées. Le *World Book* et parfois *l'Encyclopedia Britannica* étaient omniprésents dans les foyers de la classe moyenne.

Avant ChatGPT, les étudiant·es et certain·es de leurs professeur·es utilisaient

des applications et des programmes pour rechercher, trier, organiser et structurer leurs travaux. Mais ils ne rendaient presque jamais de travaux finaux issus de programmes d'IA distincts. Ils « *trichaient* » ou plagiarient rarement dans leur utilisation de l'IA.



Sean Kamperman

Sean Kamperman est professeur d'anglais à l'université du Kansas, spécialisé dans la rédaction professionnelle et technique, les études sur le handicap et la rhétorique numérique. Ses travaux ont été publiés ou sont sur le point de l'être dans *Critical Education, Written Communication, Disability Studies Quarterly* et *The Sweetland Digital Rhetoric Collaborative*. Il codirige l'AI & Digital Literacy Institute de l'université du Kansas.

En fait, beaucoup d'entre eux n'ont pas été impressionnés par le lancement très médiatisé de ChatGPT. Ils en ont ri, tout comme ils ont ri de l'admiration soudaine et souvent mal informée des autres, et des craintes exagérées de certaines professeures quant à la fin de l'honnêteté académique et l'illettrisme de masse qui allait inévitablement suivre.

Pour leur défense, il faut dire que le tapage médiatique incessant autour de ces technologies – alimenté par les entreprises de technologie éducative, les spécialistes du marketing et les journalistes voulant faire fortune dans cette nouvelle ruée vers l'or – ne pouvait que faire des ravages. Les réactions des institutions, des professionnel·les et du public sont de plus en plus ignorantes et vont souvent à l'encontre des intérêts des étudiant·es, de leurs propres départements et de leurs universités.

Prenons cet article tiré de *Inside Higher Ed* : « Supprimer le cours de rédaction obligatoire en première année : les étudiant·es n'ont plus besoin d'un cours de rédaction obligatoire en première année si l'IA peut écrire à leur place » par Melissa Nicolas, professeure d'anglais à l'université de l'État de Washington (10).

Elle y suggère que l'IA générative « résoudra les principaux problèmes d'écriture des étudiant·es », vraisemblablement en leur permettant de produire des textes clairs, révisés, dans un anglais américain standard, qui ne fera pas sourciller leurs professeur·es d'ingénierie et de comptabilité, et ce dans tous les domaines.

Mais les cours de composition de première année ne se limitent pas à enseigner ces compétences. Comme le concède Nicolas, il s'agit de cours intensifs sur la pensée critique, le raisonnement analytique et le discours académique. Pour de nombreux étudiant·es, ce sont les seuls cours qui leur offrent la possibilité d'interroger de manière critique les messages des autorités étatiques, corporatives, culturelles et religieuses qui les bombardent tout au long de leur vie.

Apprendre à penser et à écrire

Supprimer les cours de composition de première année n'est pas le remède à un monde qui est probablement submergé par plus de conneries que jamais depuis l'explosion de ChatGPT. (Et je ne parle pas de l'impact que la suppression des cours de composition aurait sur la fréquentation et les budgets du département de la professeure Nicolas elle-même.)

Prenons maintenant cet article-ci : « Ce qu'il faut prendre en considération avant que tous ceux qui sont pour ne disent "IA" : les étudiant·es diplômé·es et les post-doctorant·es ne devraient pas utiliser ChatGPT pour rédiger leurs premières ébauches, selon Jovana Milosavljevic Ardeljan, car cela les prive d'une opportunité importante » (11). Ardeljan est directrice du développement professionnel et communautaire à l'université du New Hampshire. Elle exhorte les étudiant·es qui rédigent des articles de recherche, des CV et des lettres de motivation à ne pas utiliser l'IA générative dans leur processus de rédaction, au motif que cela pourrait les priver de « l'opportunité de passer par le processus créatif d'écriture et de production d'un texte authentique et rédigé avec [leurs] propres mots ». L'IA, écrit Ardeljan, est « un problème triple A » : elle soulève la question de « la paternité d'une œuvre,

Barres à caractère coincées lors de la frappe. ©Audriusa / Domaine public



de son authenticité et de son audience » [authorship, authenticity, audience].

Un tel conseil général occulte le fait que la rédaction n'est pas un processus unique ou simple. Elle n'est pas identique pour tous les écrivain·es. Il s'agit d'un

système de processus interconnectés impliquant de multiples tâches d'organisation, de planification, de conceptualisation et de révision (toutes choses qu'on enseigne habituellement en première année de composition).

“Là où le marketing se transforme en slogan, c'est quand nous devons croire sur parole que ChatGPT s'améliore réellement dans tous ces domaines. Schroeder ne démontre à aucun moment les progrès de l'IA sur le plan de la collaboration.”

Décourager l'utilisation de l'IA générative pour de telles tâches est précipité, et risquerait de pénaliser de nombreux étudiant·es, notamment ceux qui souffrent de certains types de handicaps cognitifs, sensoriels et moteurs. Cela les détourne également d'un autre apprentissage, celui de la relecture et de la révision.

Ardeljan craint sans doute que les étudiant·es étouffent leur réflexion en utilisant trop tôt, et trop souvent, l'IA générative dans le processus de rédaction. Mais les étudiant·es de licence et de master bien informé·es utilisent déjà l'IA générative à des fins diverses. Si nous voulons vraiment comprendre les utilisations et les abus de ces technologies, nous devrions d'abord discuter avec elleux. Comme d'habitude, il n'y a jamais qu'une seule façon de voir les choses.

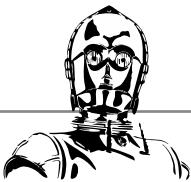
Un marketing séduisant

Alors que les pontifes de l'IA continuent de simplifier à l'extrême, d'autres glissent vers le slogan. Ray Schroeder fait une confusion hélas trop courante entre « plus de fonctionnalités » et « l'IA devient plus intelligente » (12), sans s'interroger sur leurs utilisations et leurs abus.

10) « Eliminate the Required First-Year Writing Course: Students no longer need a required first-year writing course if AI can write for them », *Inside Higher Ed*, 14 novembre 2023.

11) « Things to Consider Before All in Favor Say "AI": Graduate students and postdocs shouldn't use ChatGPT to help write first drafts, say Jovana Milosavljevic Ardeljan, as it robs them of an important opportunity. » *Inside Higher Ed*, 26 février 2024.

12) « AI is Getting Smarter », *Inside Higher Ed*, 28 février 2024.



Intelligence artificielle

Il s'agit là d'un marketing aveugle, qui accompagne généralement toutes les innovations technologiques en matière de communication. Il commence par citer Sam Altman, PDG d'OpenAI et propriétaire de ChatGPT, une source qu'on peut difficilement qualifier d'objective.

En réponse aux trois A d'Ardeljan, Schroeder prétend évaluer les améliorations de l'IA générative en utilisant les « quatre C du progrès holistique des étudiant·es » : « *Esprit critique [Critical thinking]* : encourager la prise de décision analytique et réfléchie ; *Communication* : développer des compétences interpersonnelles et expressives efficaces ; *Collaboration* : favoriser le travail d'équipe, l'empathie et la coopération ; *Créativité* : cultiver l'innovation et les capacités de résolution de problèmes ».

Là où le marketing se transforme en slogan, c'est quand nous devons croire sur parole que ChatGPT s'améliore réellement dans tous ces domaines. Schroeder ne démontre à aucun moment les progrès de l'IA sur le plan de la collaboration, en particulier, si ce n'est pour souligner une fonctionnalité étendue de GPT-4 qui permet aux utilisateur·rices d'avoir des conversations avec plusieurs GPT à la fois.

Il s'agit sans doute d'un pas vers la collaboration. Mais quelle collaboration, entre qui et qui ?

Comme l'illustre le cas de Schroeder, une grande partie du discours sur l'IA, ChatGPT, l'IA générative ou GenAI relève du marketing. C'est l'une des nombreuses raisons pour lesquelles les définitions de base du plagiat et de la tricherie, de la rédaction et de la révision, du style général et personnel sont absentes. Ce qui a pour conséquence que l'IA générative est toujours présentée comme un facteur favorisant, ou au contraire compromettant, l'alphanétisation de masse [mass literacy], sans jamais être évaluée sur sa capacité à accomplir ou non des tâches d'écriture spécifiques dans des situations particulières.

13) « Episode #126 : Noam Chomsky: Decoding the Human Mind & Neural Nets », *Eye on A.I.*, 6 juin 2023.

Il n'est donc pas étonnant que les professionnel·les de l'enseignement supérieur se précipitent pour faire des déclarations comme celle de Schroeder : « *Les établissements qui sont prêts à tirer pleinement parti des capacités étendues [de l'IA] prendront une longueur d'avance sur leurs concurrents en termes d'efficacité, d'efficience et de résultats des étudiant·es, en particulier dans la préparation au monde du travail, où les compétences en IA sont de plus en plus valorisées* ».

D'ailleurs, pourquoi les enseignant·es devraient-ils et elles s'embêter à utiliser des logiciels de détection de l'IA, se demande-t-il, si « *l'on part du principe que l'intégration du produit de ces outils dans le travail quotidien sera tenue pour acquise* » ?

Ou bien, tout le contraire ?

Au-delà du battage médiatique

La réalité sur le terrain, bien sûr, est que les professeur·ses d'anglais et de lettres ont désespérément besoin de meilleurs outils de détection, car leurs étudiant·es, mais aussi leurs pair·es, utilisent de plus en plus l'IA générative de manière hasardeuse, mal informée et contraire à l'éthique. Les enseignant·es qui s'inquiètent du plagiat se heurtent souvent à l'exaspération des administrateur·rices débordé·es, qui ont désormais pour excuse que « *les outils de détection de l'IA sont imprécis et potentiellement problématiques, alors pourquoi y faire appel ?* ».

Les déboires des instructions négatives lors de la génération d'images à l'aide de l'outil hotpot.ai/art-generator. L'image de gauche a été générée à partir de l'instruction « fête sans gâteau », tandis que celle de droite a été générée à partir de l'instruction « fête » et de l'instruction négative « gâteau ». © hotpot.ai/art-generator / Domaine public



Autant dire qu'il est urgent d'organiser des ateliers et des séminaires pour enseigner la maîtrise critique de l'IA aux enseignant·es et aux administrateur·rices à tous les niveaux.

Les enseignant·es, qui sont généralement sous-payé·es et surchargé·es de travail, ont besoin de temps, d'espace et de soutien pour discuter avec des expert·es, des étudiant·es et entre eux, pour expérimenter des outils, pour apprendre comment fonctionnent les grands modèles de langage et les chatbots et ce qu'ils font réellement ; et surtout, pour ralentir, planifier et réfléchir à la meilleure façon d'intégrer – ou non – les technologies d'IA générative dans leurs salles de classe.

Tant que nous n'aurons pas appris à considérer les grands modèles de langage et les chatbots différemment, c'est-à-dire comme des entités distinctes et non comme des reflets fidèles ou déformés de nous-mêmes, nous ne parviendrons pas à comprendre véritablement leurs possibilités et leurs limites, leurs utilisations et leurs abus.

Comme l'a suggéré Noam Chomsky dans une interview avec Craig Smith, journaliste spécialisé dans les technologies, pour le podcast *Eye on A.I.*, comparer l'apprentissage du langage par les ordinateurs à celui par les humains revient à utiliser un avion pour expliquer comment les oiseaux volent (13).

Comprendons la pleine nature de ce que nous avons construit, et mettons de côté les discours prématurés qui parlent de révolution technologique – qu'ils la louent ou qu'ils la déplorent. ■

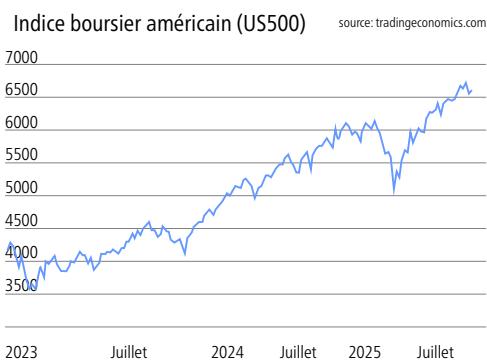
Le 29 juin 2025

La bulle de l'IA et l'économie étatsunienne

La bulle de l'IA masque l'état désastreux de l'économie américaine... en attendant l'inévitable crise qui découlera de son éclatement.

Par
Michael Roberts

Le marché boursier étatsunien continue d'atteindre de nouveaux records ; le prix du bitcoin est également quasiment à son plus haut et celui de l'or a atteint des sommets historiques.



Des investissements démesurés

Les investisseurs dans les actifs financiers (banques, compagnies d'assurances, fonds de pension, fonds spéculatifs, etc.) sont extrêmement optimistes et confiants en ce qui concerne le marché financier. Comme l'a déclaré Ruchir Sharma, président de Rockefeller International : « Malgré les menaces croissantes qui pèsent sur l'économie étatsunienne – des droits de douane élevés à l'effondrement de l'immigration, en passant par l'érosion des institutions, l'augmentation de la dette et l'inflation persistante –, les grandes entreprises et les investisseurs semblent imperturbables. Ils sont de plus en plus convaincus que l'intelligence artificielle est une force si puissante qu'elle peut relever

tous les défis ». Jusqu'en 2025, les entreprises travaillant sur l'IA ont générée à elles seules 80 % des gains boursiers américains. Cela a contribué et contribue encore à financer et à stimuler la croissance étatsunienne, car le marché boursier axé sur l'IA attire des capitaux du monde entier. Au deuxième trimestre 2025, les investisseurs étrangers ont injecté 290 milliards de dollars dans les actions étatsunies, un record. Ils détiennent désormais environ 30 % du marché étatsunien, une part d'une importance inédite depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Comme le fait remarquer M. Sharma, les États-Unis sont devenus le meilleur pari, « la meilleure mise pour ce qui concerne l'IA ».

La « bulle » des investissements dans l'IA (mesurée grâce au rapport entre le cours des actions et la « valeur comptable » des entreprises) est 17 fois plus importante que celle de la bulle internet en 2000, ou encore que celle des subprimes en 2007. Le ratio entre la valeur du marché boursier étatsunien et le PIB du pays (l'« indicateur Buffett ») a atteint un nouveau record de 217 %, soit plus de 2 écarts-types au-dessus de la tendance à long terme.

Et ce ne sont pas seulement les actions des entreprises qui sont en plein essor. Il

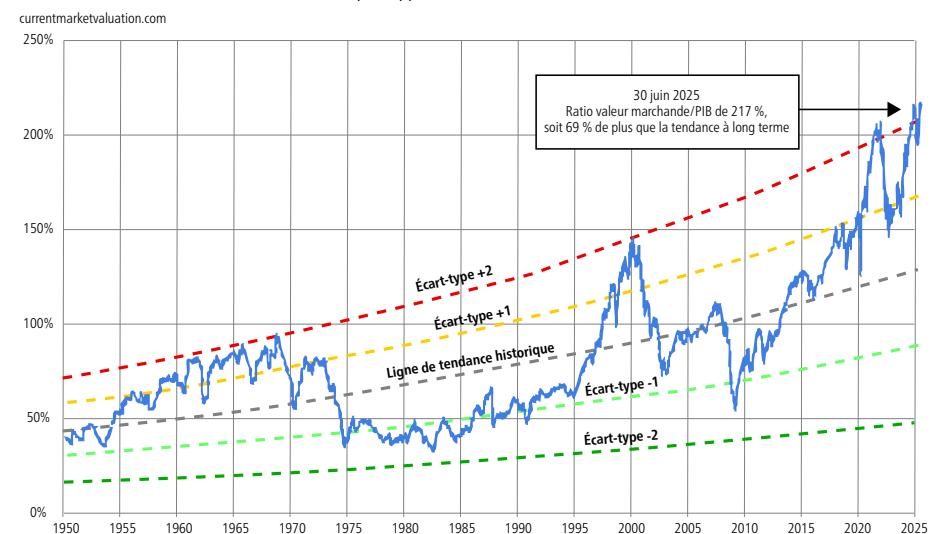


Michael Roberts

Michael Roberts, économiste marxiste, est l'auteur de *The long depression : Marxism and the Global crisis of capitalism* (Haymarket, 2016). *Marx 200 : A review of Marx's economics 200 years after his birth* (Lulu, 2020). Publié sur le blog de l'auteur, *The Next Recession*, et traduit par Lalla F. Colvin.

Il y a une forte demande pour acheter de la dette des entreprises étatsunaises, en particulier des grandes entreprises technologiques et d'intelligence artificielle, les Magnificent Seven. L'écart entre les taux d'intérêt versés sur les obligations d'entreprise et ceux des obligations d'État, considérées comme sûres, est tombé à moins de 1 %.

Indicateur Buffett : valeur boursière américaine par rapport au PIB



« La « bulle » des investissements dans l'IA est 17 fois plus importante que celle des subprimes en 2007. »

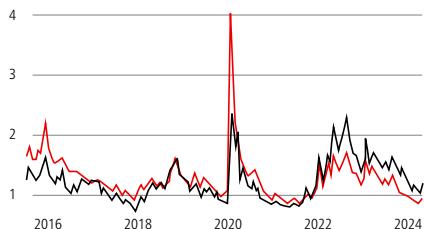


Economie

Les écarts de rendement des obligations d'entreprises américaines et européennes se resserrent à leur plus bas niveau depuis plusieurs années

Indices ICE BofA des obligations d'entreprises de qualité « investment grade », écart ajusté en fonction des options par rapport aux obligations d'État

Points de pourcentage



Des dépenses colossales et des gains de productivité très incertains

Ces paris sur l'avenir de l'IA s'étendent à tous les secteurs. En

d'autres termes, les États-Unis ont mis tous leurs œufs dans le même panier. Les investisseurs parient que l'IA finira par générer d'énormes rendements sur leurs achats d'actions et leurs titres de créance, lorsque

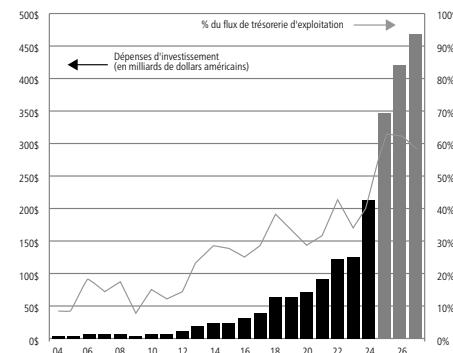
la productivité du travail augmentera de manière spectaculaire et, avec elle, la rentabilité des entreprises spécialisées dans l'intelligence artificielle. Matt Eagan, gestionnaire de portefeuille chez Loomis Sayles, a déclaré que les prix exorbitants des actifs suggéraient que les investisseurs misaient sur « des gains de productivité sans précédent » grâce à l'IA. « C'est le truc qui pourrait mal tourner ».

Jusqu'à présent, rien n'a encore indiqué que les investissements dans l'IA permettaient d'accélérer la productivité. Ironiquement, en attendant, les investissements colossaux dans les centres de données et les infrastructures d'IA soutiennent l'économie étatsunienne. Près de 40 % de la croissance du PIB réel étatsunien au dernier trimestre provient des dépenses d'investissement technologique – majoritairement liées à l'IA. Depuis 2022, la valeur de ces infrastructures a augmenté de 400 milliards de dollars.

1) Le ISM Services PMI (Purchasing Managers' Index – Services) est un indice mensuel publié par l'Institute for Supply Management (ISM) aux États-Unis. C'est l'un des indicateurs économiques les plus suivis pour mesurer la santé du secteur des services, qui représente environ 70 % de l'économie américaine.

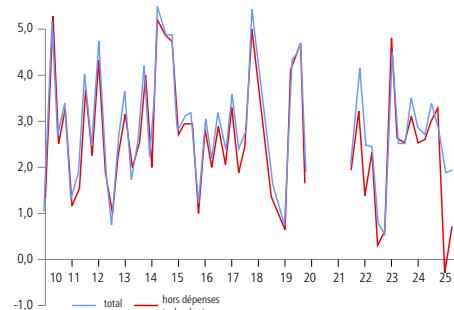
Dépenses d'investissement des principaux géants de l'IA

En milliards de dollars américains : Alphabet. Amazon (AWS). Meta. Microsoft. Oracle



Sans la technologie, l'économie américaine serait proche de la récession.

Croissance sous-jacente du PIB réel (% en glissement trimestriel, corrigée des variations saisonnières et des effets de calendrier)

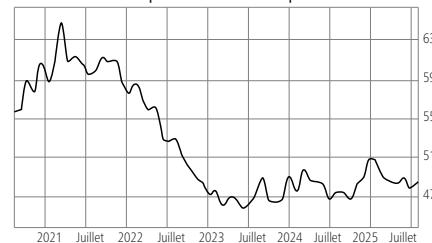


Source : Deutsche Bank Research ; PIB sous-jacent mesuré en tant que ventes finales réelles à des acheteurs privés nationaux ; les dépenses technologiques comprennent les composantes logiciels et équipements informatiques des investissements fixes et des ventes nationales.

La stagnation économique

Cela montre l'autre facette de la situation étatsunienne, à savoir la stagnation du reste de l'économie du pays. Le secteur manufacturier étatsunien est en récession depuis plus de deux ans (c'est-à-dire tous les scores inférieurs à 50 dans le graphique ci-dessous).

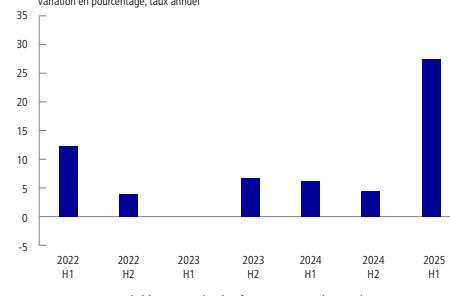
Confiance des entreprises américaines - points



Une part importante de ces dépenses a été dédiée aux équipements de traitement de l'information, qui ont connu une hausse de 39 % en valeur annualisée au cours du premier semestre de 2025. Jason Furman, économiste à Harvard, a fait remarquer que ces dépenses ne représentaient que 4 % du PIB étatsunien. Paradoxalement, Furman raconte qu'elles étaient à l'origine de 92 % de la croissance du PIB étatsunien au premier semestre de 2025. Si l'on exclut ces catégories, l'économie étatsunienne n'a progressé que de 0,1 % en rythme annuel au premier semestre de 2025.

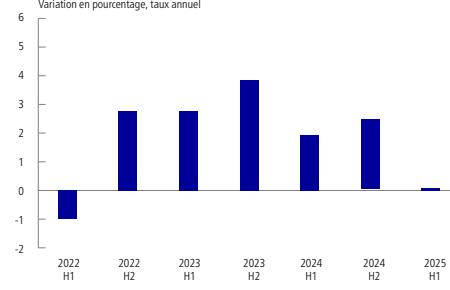
Informations sur les investissements fixes réels des entreprises

Équipements informatiques et logiciels



PIB réel hors matériel informatique et logiciels

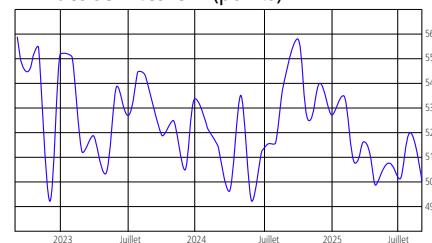
Variation en pourcentage, taux annuel



Ainsi donc, sans ces dépenses technologiques, les États-Unis auraient été en récession économique, ou presque.

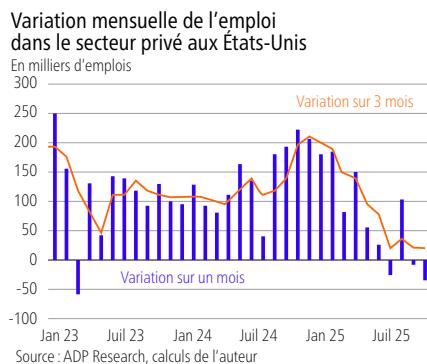
Plus largement, aujourd'hui, certains signes indiquent que le secteur des services est également en difficulté. L'indice IMS Services PMI (1) est tombé à 50 en septembre 2025, contre 52 en août. Ce point est bien en dessous des prévisions de 51,7, ce qui indique que le secteur des services est au point mort.

PMI des services ISM (points)



Le marché du travail étatsunien semble également fragile. Selon les données officielles, l'emploi n'a progressé que de 0,5 % en taux annualisé au cours des trois mois précédent juillet. Ce chiffre est bien inférieur aux taux observés en 2024. « Nous sommes dans une économie

où les embauches et les licenciements sont rares», a déclaré le mois dernier Jay Powell, président de la Réserve fédérale étatsunienne.



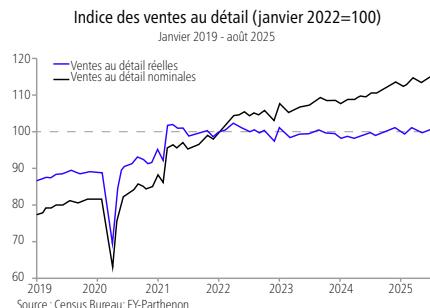
Les jeunes travailleur·ses étatsunien·nes sont touché·es de manière disproportionnée par le ralentissement économique actuel. Le taux de chômage des jeunes aux États-Unis est passé de 6,6 % à 10,5 % depuis avril 2023. La croissance des salaires des jeunes travailleur·ses a

6,6 % à 10,5 % depuis avril 2023. La croissance des salaires des jeunes travailleur·ses a

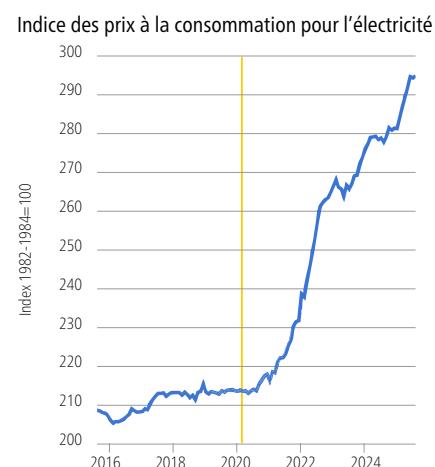
fortement ralenti. Les offres d'emploi pour les nouvelles personnes arrivant sur le marché du travail ont chuté de plus de 30 %. Les travailleur·ses en début de carrière dans les professions exposées à l'IA ont connu une baisse relative de 13 % de l'emploi. Les seul·es Étatsunien·nes qui dépensent beaucoup d'argent sont les 20 % les plus riches. Ces ménages s'en sortent bien, et ceux qui se situent dans les 3,3 % les plus riches s'en sortent encore mieux. Les autres se serrent la ceinture et ne dépensent plus.

OpenAI consomme autant d'électricité que 20 millions de personnes.

Les ventes au détail (après suppression de l'inflation des prix) sont restées stables pendant plus de quatre ans.

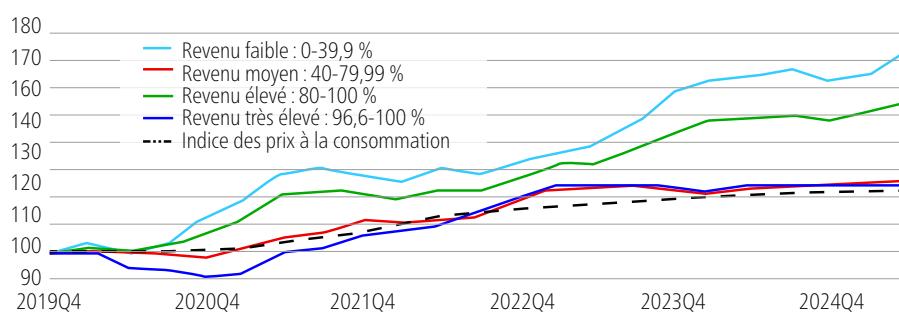


Le graphique ci-dessus montre que l'inflation a érodé le pouvoir d'achat de la plupart des Étatsunien·nes. Le taux d'inflation moyen reste bloqué à environ 3 % par an selon les chiffres officiels, bien au-dessus de l'objectif de 2 % par an fixé par la Réserve fédérale. Et ce taux moyen masque en grande partie l'impact réel sur le niveau de vie et les augmentations des salaires réels. Les prix des denrées alimentaires et de l'énergie augmentent beaucoup plus rapidement que prévu. L'électricité coûte aujourd'hui 40 % plus cher qu'il y a cinq ans.



Les consommateur·rices aisé·es et leur pouvoir d'achat

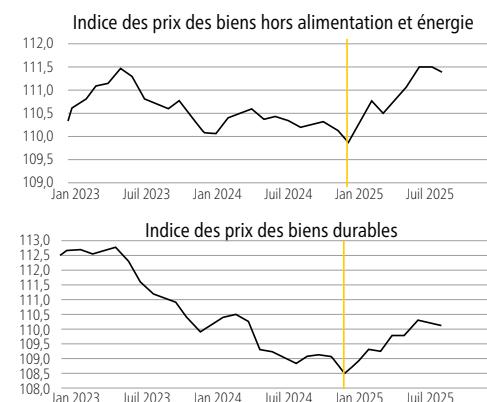
Dépenses personnelles par tranche de revenus (indice, Q4 = 4^e trimestre)



Les prix de l'électricité sont encore plus poussés à la hausse par les centres de données de l'IA. OpenAI consomme autant d'électricité que New York et San Diego réunies, au plus fort de la vague de chaleur intense de 2024, ou encore autant que la demande totale en électricité de la Suisse et du Portugal réunis. Cela représente la consommation électrique d'environ 20 millions de personnes. Google a récemment annulé un projet de centre de données d'un milliard de dollars dans l'Indiana après que les habitant·es ont protesté contre le fait que ce centre de données « ferait grimper les prix de l'électricité » et « absorberait des quantités incalculables d'eau dans une région déjà touchée par la sécheresse ».

Qui absorbera les droits de douane ?

À cela s'ajoute l'impact des droits de douane imposés par Trump sur les importations de marchandises aux États-Unis. Malgré les démentis de l'administration, les prix à l'importation augmentent et commencent à se répercuter sur les prix des marchandises aux États-Unis (et pas seulement dans les domaines de l'énergie et de l'alimentation).



Jusqu'à présent, les entreprises étrangères, dans leur ensemble, n'absorbent pas les coûts des droits de douane. Lors de la guerre commerciale de 2018, les prix à l'importation ont été principalement réduits par les entreprises étrangères. Cette fois-ci, les prix à l'importation n'ont pas baissé. Ce sont plutôt les importateurs étatsuniens que les exportateurs étrangers qui paient les droits de douane, et les consommateurs risquent d'en subir les conséquences à l'avenir. Comme l'a déclaré le président de la Fed, « les droits de douane sont principalement payés à l'importation et non plus à l'exportation, et les consommateurs... Toutes ces entreprises et entités intermédiaires vous diront qu'elles



Economie

ont bien l'intention de répercuter ces coûts [sur le consommateur] en temps voulu».

Les importateurs, les grossistes et les détaillants paient des coûts plus élevés dès le départ et espèrent pouvoir, à terme, augmenter suffisamment leurs prix pour répercuter la charge. Le problème est que les consommateurs sont déjà à bout. Les budgets des ménages sont sous pression en raison de l'augmentation de la dette, des impayés et des salaires qui ne suffisent pas. Tenter de répercuter les coûts des droits de douane dans ce contexte ne ferait que réduire encore davantage la demande.

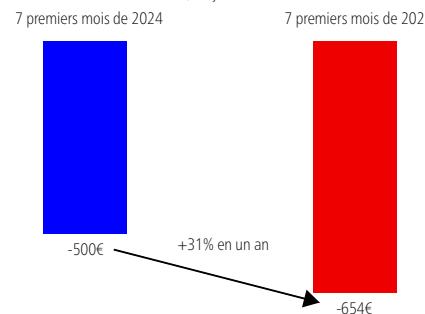
Les entreprises le savent, c'est pourquoi beaucoup d'entre elles absorbent plutôt les coûts. Mais lorsqu'elles le font, leurs marges diminuent et il devient plus difficile de maintenir leurs activités sans procéder à des coupes ailleurs. Lorsque la rentabilité est mise sous pression, la direction de l'entreprise a peu d'options. Elle ne peut pas contrôler les droits de douane et ne peut pas forcer les consommateurs à dépenser davantage. Ce qu'elle peut contrôler, ce sont les dépenses. Cela commence par un ralentissement des embauches et une réduction des plans de croissance, puis par une réduction des heures de travail et des heures supplémentaires. Si les droits de douane restent en vigueur et que la consommation reste faible, les répercussions se propagent davantage sur le marché du travail.

Viennent ensuite les dépenses publiques. La fermeture [lors du shutdown] des services gouvernementaux imposée par le Congrès a donné à l'administration Trump une nouvelle occasion de réduire les effectifs de l'administration fédérale dans une vaine tentative de réduire le déficit budgétaire et la dette publique croissante. Cette tentative est vaine, car l'affirmation de Trump selon laquelle l'augmentation des recettes douanières fera l'affaire n'est pas crédible. Depuis janvier 2025, les recettes douanières ne représentent encore que 2,4 % des recettes fédérales totales prévues pour l'exercice 2025, qui s'élèvent à 5 200 milliards de dollars.

2) Le S&P 500 est un indice boursier basé sur 500 grandes sociétés cotées sur les bourses aux États-Unis (NYSE ou NASDAQ). L'indice est possédé et géré par Standard & Poor's, l'une des trois principales sociétés de notation financière. Il couvre environ 80 % du marché boursier américain par sa capitalisation.

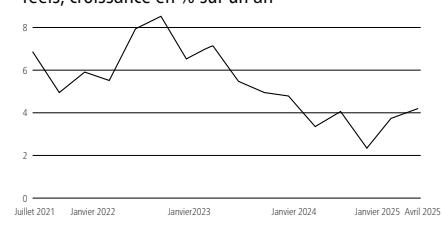
Quant à l'affirmation selon laquelle les droits de douane finiraient par résoudre le déficit commercial des États-Unis avec le reste du monde, elle s'est également révélée absurde jusqu'à présent. Au cours des sept premiers mois de 2024, le déficit s'élevait à 500 milliards de dollars ; au cours des sept premiers mois de 2025, il atteignait 654 milliards de dollars, soit une hausse de 31 % en glissement annuel, un niveau record.

Déficit commercial américain en biens et services en milliards, 31 juillet 2025



L'économie étatsunienne n'est pas encore à genoux et en récession, car les investissements des entreprises continuent d'augmenter, même si leur croissance ralentit.

Investissements fixes privés non résidentiels réels, croissance en % sur un an



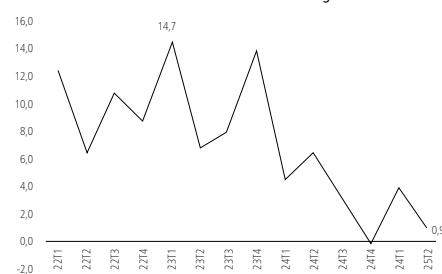
L'épuisement du modèle

Les bénéfices des entreprises continuent d'augmenter. Le résultat d'exploitation des sociétés du S&P 500 (hors secteur financier) (2) a progressé de 9 % au cours du dernier trimestre, par rapport à l'année précédente. Leur chiffre d'affaires a augmenté de 7 % (avant inflation). Mais cela ne concerne que les grandes entreprises, tirées par les *Magnificent Seven*. Dans l'ensemble, le secteur des entreprises non financières étatsunaises commence à voir la croissance de ses bénéfices s'estomper.

“Le secteur des entreprises non financières commence à voir la croissance de ses bénéfices s'estomper. ”

Contrairement à ce qu'affirme Trump, les hausses tarifaires sur les importations ne contribueront guère à «rendre sa grandeur à l'Amérique» (Make America Great Again) dans le secteur manufacturier. Robert Lawrence, de la Kennedy School de Harvard, estime que «la réduction du déficit commercial n'augmenterait que très peu la part de l'emploi manufacturier aux États-Unis». La valeur ajoutée nette correspondant au déficit commercial de produits manufacturés en 2024 représentait 21,5 % de la production étatsunienne. Ce serait donc l'augmentation de la valeur étatsunienne si le déficit commercial était éliminé. Combien d'emplois cela créerait-il ? Cela représenterait 2,8 millions d'emplois, soit une augmentation de seulement 1,7 point de pourcentage de la part du secteur manufacturier dans l'emploi étatsunien, pour atteindre 9,7 % de l'emploi total. Mais la part des ouvrières de production dans l'industrie manufacturière étatsunienne n'est en réalité que de 4,7 %, les 5 points de pourcentage restants étant constitués de cadres, de comptables, d'ingénier-ses, de chauffeur-ses, de commerciaux-ales, etc. L'augmentation de l'emploi des ouvrières de production ne serait que de 1,3 million, soit seulement 0,9 % de l'emploi étatsunien.

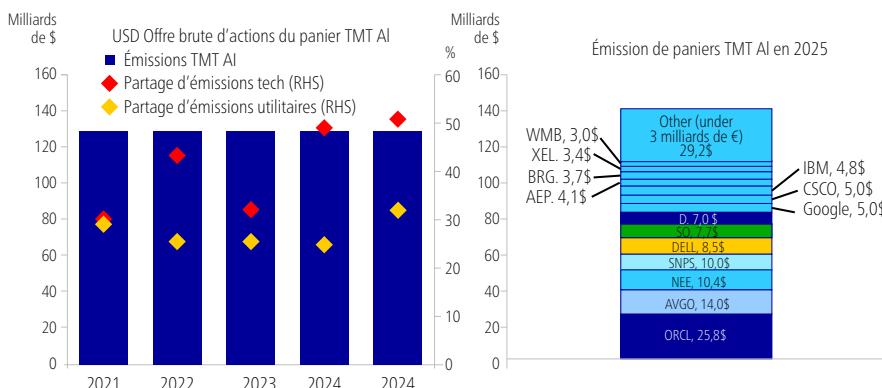
Croissance des bénéfices des entreprises du secteur non financier américain en % en glissement annuel



Et la Fed devrait encore réduire son taux directeur au cours des six prochains mois, ce qui réduira le coût d'emprunt pour ceux qui souhaitent spéculer sur ces actifs financiers fictifs. La récession n'est donc pas encore là. Mais tout dépend de plus en plus de la capacité du boom de l'IA à générer de la productivité et de la rentabilité. Si les retours sur les investissements massifs dans l'IA s'avèrent faibles, cela pourrait entraîner une sérieuse correction boursière.

Il est vrai que les grandes entreprises technologiques ont principalement financé leurs investissements dans l'IA à partir de leurs flux de trésorerie disponi-

Les entreprises liées à l'IA ont émis un montant record de 141 milliards de dollars cette année.



Le panier GSTMTAIP a été créé par GBM.

Source: Dealogic. Goldman Sachs Global Investment Research. Goldman Sachs FICC and Equities

nibles. Mais les énormes réserves de trésorerie des Magnificent Seven s'épuisent et les entreprises spécialisées dans l'IA se tournent de plus en plus vers l'émission d'actions et de titres de créance.

Les entreprises de l'IA signent désormais des contrats entre elles afin d'augmenter leurs revenus. Il s'agit en quelque sorte d'un jeu de chaises musicales financières. OpenAI a signé cette année des contrats d'une valeur totale d'environ 1 000 milliards de dollars pour acquérir la puissance de calcul

nécessaire au fonctionnement de ses modèles d'intelligence artificielle. Des engagements qui dépassent largement ses revenus. OpenAI dépense sans compter pour ses infrastructures, ses puces électroniques et ses talents, sans disposer des capitaux nécessaires pour financer ces projets ambitieux. Afin de financer son expansion, OpenAI a donc levé d'énormes montants en fonds propres et a commencé à se tourner vers les marchés obligataires. Elle a obtenu 4 milliards de dollars de dette bancaire l'année dernière et a levé environ 47 milliards de dollars auprès de fonds de capital-risque au cours des 12 derniers mois, même si une part importante de cette somme dépend de Microsoft, son principal bailleur de fonds. L'agence de notation Moody's a signalé qu'une grande partie des ventes futures de centres de données d'Oracle dépendait d'OpenAI et de sa rentabilité encore incertaine.

Beaucoup dépend désormais de la capacité d'OpenAI à augmenter suffi-

samment ses revenus pour commencer à couvrir la hausse exponentielle des coûts. Les économistes de Goldman Sachs affirment que l'IA stimule déjà l'économie étatsunienne d'environ 160 milliards de dollars, soit 0,7 % du PIB étatsunien au cours des quatre années depuis 2022, ce

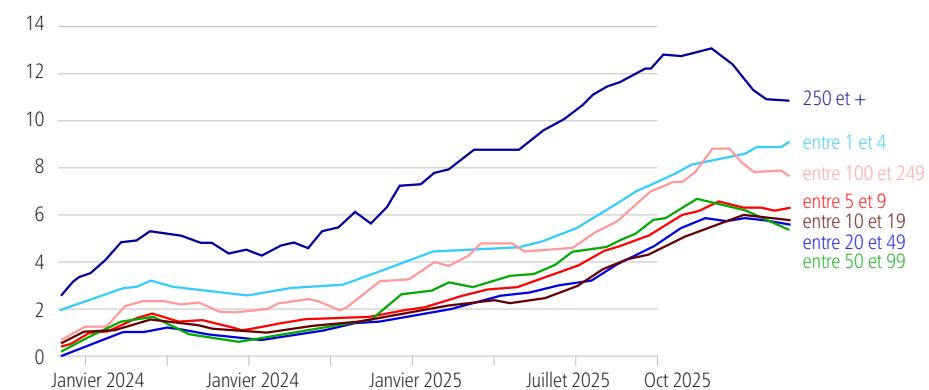
qui se traduit par une croissance annualisée d'environ 0,3 point de pourcentage. Mais il s'agit davantage d'une astuce statistique que d'une réelle croissance de la productivité grâce à l'IA jusqu'à présent, et le secteur de l'IA ne bénéficie que d'une

faible augmentation de ses revenus.

En effet, les retours sur investissement liés au développement de l'IA pourraient être en baisse. Le lancement de ChatGPT-3 a coûté 50 millions de dollars, celui de ChatGPT-4 500 millions de dollars, tandis que le dernier ChatGPT-5 a coûté 5 milliards de dollars et, selon la plupart des utilisateurs, n'était pas nette-

L'adoption de l'IA par les entreprises reste faible, et a diminué parmi les entreprises américaines de plus de 50 employés.

Adoption de l'IA par les entreprises, par nombre d'employés, moyenne mobile sur six enquêtes (%)



ment meilleur que la version précédente. Parallèlement, des concurrents beaucoup moins chers, tels que Deepseek, en Chine, sapent les revenus potentiels.

Une crise financière est donc à prévoir. Mais lorsque les bulles financières éclatent, les nouvelles technologies ne disparaissent pas pour autant. Elles peuvent au contraire être acquises à bas prix par de nouveaux acteurs, dans le cadre de ce que l'économiste autrichien Joseph Schumpeter appela la « destruction créatrice ». C'est d'ailleurs exactement l'argument avancé par les lauréats du prix Nobel d'économie de cette année, Philippe Aghion et Peter Howitt. Les périodes d'expansion et de récession sont inévitables, mais nécessaires pour stimuler l'innovation.

La technologie de l'IA pourrait éventuellement permettre une importante croissance de la productivité si elle parvient à limiter suffisamment le travail humain. Mais cela ne se concrétisera peut-être qu'après un krach financier et le ralentissement de l'économie étatsunienne qui s'ensuivra. Et si l'économie étatsunienne, tirée par l'IA, plonge, il en sera de même pour les autres grandes économies. Le temps ne joue pas en faveur des Magnificent Seven. En effet, l'adoption de la technologie de l'IA par les entreprises reste faible et est même en baisse parmi les grandes.

Pendant ce temps, les dépenses consacrées aux capacités d'IA continuent d'augmenter et les investisseurs continuent d'investir massivement dans l'achat d'actions et de titres de créance d'entreprises spécialisées dans l'IA. C'est donc un pari énorme sur l'IA pour l'économie étatsunienne. ■

Le 14 octobre 2025



À propos du Manifeste pour une révolution écosocialiste de la Quatrième Internationale

Le *Manifeste pour une Révolution écosocialiste de la IV^e Internationale* tombe vraiment à pic dans une période de dangers innombrables.

Par
Arno Münster

Notre époque du « Trumpisme-Poutinisme » est en effet marquée par la montée dangereuse et généralisées des populismes nationalistes, le retour à l'imperialisme conquérant, aux guerres dévastatrices, au colonialisme, aux épurations ethniques et aux stratégies de la prédatation ainsi que par les effets de plus en plus dangereux de la catastrophe climatique. Il est par conséquent désormais devenu vraiment *urgent* de tirer enfin la sonnette d'alarme, en mobilisant toutes

les forces d'opposition critiques et démocratiques de notre société, en Europe et dans le monde entier. Les forces aptes à résister encore à ces vastes projets de destruction et de déshumanisation du monde, menés par le capitalisme mondial et des régimes autoritaires méprisant les droits humains, le droit des peuples à l'autodétermination, le droit international, etc.

Le productivisme du capitalisme est un destructivisme, un extractivisme des ressources énergétiques et une pratique

nous conduisant, inévitablement, à l'effondrement de la biodiversité, à une sur-pollution des villes par les gaz à effet de serre (CO_2) et à des catastrophes climatiques d'une ampleur inimaginable si les États concernés n'adoptent pas immédiatement des mesures radicales arrêtant cette course consciente vers la catastrophe. Comme le souligne à juste titre le *Manifeste*, « *Le changement climatique est l'aspect le plus dangereux de la destruction écologique, c'est une menace pour la vie humaine sans précédent dans l'histoire.*

La Terre risque de devenir un désert biologique inhabitable pour des milliards de pauvres qui ne sont pas responsables de ce désastre. Pour arrêter cette catastrophe, nous devons réduire de moitié les émissions mondiales de dioxyde de carbone et de méthane avant 2030, et atteindre zéro émission nette de gaz à effet de serre avant 2050.

Comme la plupart des pays ayant signé à la COP21 les Accords de Paris sur le climat n'ont pas tenu leurs promesses concernant ces réductions drastiques absolument indis-



Arno Münster

Arno Münster est l'auteur de divers livres portant sur l'écologie politique et sur l'écosocialisme : *André Gorz ou le socialisme difficile*, Lignes, Paris, 2008 (trad. en allemand et en espagnol), *Réflexions sur la crise. Écosocialisme ou barbarie*, L'Harmattan, Paris, 2009, *Pour un socialisme vert. Vers la société écologique par la justice sociale (Contribution à la critique de l'écologie politique)*, Nouvelles Éditions Lignes, Paris, 2012, *Le changement climatique va-t-il tout changer ? Quelle utopie concrète pour demain ? (Manifeste pour une République sociale, écologique et conviviale)*, L'Harmattan, Paris, 2017, *Utopie, écologie, écosocialisme. (De l'utopie concrète d'Ernst Bloch à l'écologie socialiste)*, L'Harmattan, Paris, 2013.



pensables, on ne peut s'attendre qu'au pire, à l'avenir. D'où l'urgence de mettre en œuvre, comme le postule ce *Manifeste*, « *contre les catastrophes, des plans publics de prévention adaptés aux besoins sociaux, sous contrôle populaire* », autrement dit, d'initier une « *planification autogestionnaire écosocialiste* » dans le but d'arrêter la construction de nouveaux réacteurs nucléaires, de sortir du productivisme, de l'agro-industrie, de la pêche industrielle et de l'industrie de la viande, dans la perspective de la décroissance et de la sauvegarde des éco et biosys-

tèmes. Comme je l'ai déjà souligné, dans mon livre *Pour un socialisme vert. Vers la société écologique par la justice sociale*, vu la situation dramatique dans laquelle l'humanité se trouve aujourd'hui, à l'ère de Trump, Poutine et Netanyahu, il est tout à fait inutile, comme nous l'a déjà révélé André Gorz, de placer nos espoirs dans un illusoire «capitalisme vert», car seuls les partisan·es de l'écosocialisme se proposant de lier

entre elles les préoccupations écologiques et sociales seront en mesure de s'opposer efficacement à cette fausse voie de sortie de la crise actuelle, à condition qu'els réussissent, comme le souligne aussi le *Manifeste*, à initier «la rupture écosocialiste [...] par l'auto-organisation, le contrôle par en bas, la démocratie la plus large», créant ainsi les fondements pour un *nouveau socialisme pour le 21^e siècle* dont le corpus théorique

renouvelé prendrait toute la mesure de la crise environnementale, en l'articulant avec les luttes pour la justice sociale qui constituent son histoire. Il faut en effet une *convergence des luttes pour rompre enfin avec le productivisme capitaliste et les illusions d'un éco-capitalisme incapable d'arrêter la catastrophe*, avant que ce ne soit trop tard. ■

Nice, le 27 octobre 2025

Les germes d'un programme radical

Le *Manifeste pour une révolution écosocialiste* nous invite à un débat ouvert sur les tactiques et stratégies internationalistes adaptées à la réalité matérielle du 21^e siècle.

Par
Sabrina Fernandes

Au milieu de la polycrise planétaire, catalysée par le risque de catastrophe écologique, il est urgent de tracer des voies concrètes pour lutter contre les inégalités historiques et semer le désir populaire d'un changement radical.

Le texte reconnaît l'urgence imposée par la crise climatique, en particulier pour les plus vulnérables, et présente à la fois des critiques précises et des propositions concrètes. Il met en avant la discussion sur

le productivisme et la nécessité de réduire le temps de travail, une revendication marxiste classique qui prend une importance particulière dans les pays périphériques et face aux souffrances des travailleurs sous la pression néolibérale.

Il est également intéressant de noter comment le *Manifeste* donne corps au dialogue avec la décroissance, en reconnaissant le contexte d'inégalité historique mondiale – d'échanges économiquement et écologiquement inégaux – et que les investissements doivent être alloués en fonction des besoins de la majorité plutôt que selon les termes de la société de consommation capitaliste, superflue et remplie de marchandises conçues pour se casser.

Il s'agit là du germe d'un programme radical qui doit être travaillé par des organisations du monde entier, en apportant des considérations spécifiques à chaque contexte et en s'ajoutant à la proposition généreuse de la IV^e Internationale pour une convergence entre les peuples, les perspectives et les organisations qui visent ensemble l'horizon écosocialiste. ■

Le 15 avril 2025



Sabrina Fernandes

Sabrina da Fonseca Borges Fernandes est une sociologue, économiste, professeure, militante marxiste et ancienne youtubeuse brésilienne, connue pour sa chaîne *Tese Onze* qui propose des vidéos sur des débats, des informations et des critiques dans une perspective de gauche marxiste (plus précisément écosocialiste) et progressiste.



Vos livres et revues, votre abonnement à inprecor sur internet : la-breche.com

Librairie La Brèche

27 Rue Taine, 75012 Paris (M^e Daumesnil), tél: 01 49 28 52 44
ouverte du mardi au samedi de 12 h à 20 h et le lundi de 14 h à 20 h





Révolutions ukrainiennes

1917-1919 & 2014

Ce livre est consacré à l'impérialisme russe, aux deux épisodes clés de la révolution ukrainienne de 1917 et des années suivantes, qui se sont soldés par la chute du pouvoir bolchevique en Ukraine, ainsi qu'à la révolution de la dignité et la contre-révolution oligarchique dans le Donbass en 2014.

Par
Jan Malewski

La conquête de l'Ukraine et l'histoire de cet impérialisme russe si particulier, « militaro-féodal » puis « militaro-bureaucratique » après la contre-révolution stalinienne, enfin devenu capitaliste sous Poutine, sont analysées dans les deux premiers chapitres. S'appuyant longtemps sur un travail de servage, y compris dans l'industrie (30 % des ouvriers industriels au 19^e siècle), cette société à « surproduit total minimal » se devait de coloniser ses périphéries pour subsister, à la fois au nord-est (Sibérie) et à l'ouest (Europe). Le régime de Poutine poursuit aujourd'hui cette colonisation.

La question nationale au cœur des révolutions

Cet empire n'étant pas indivisible, les révolutions du 20^e siècle y étaient donc particulièrement marquées par la question nationale. Ce n'était pas une mais des révolutions : en même temps que la révolution russe de 1917, l'Ukraine a connu une révolution nationale, alliée mais aussi opposée à la révolution russe, en particulier parce que le parti bolchevik était, en Ukraine, un « parti russe ». Trois chapitres du livre sont consacrés à cette révolution ukrainienne de 1917-1919 ainsi qu'aux choix politiques des bolchéviques ukrainien·nes, de Lénine et des communistes indépendantistes ukrainien·nes.

Après l'indépendance de l'Ukraine en 1991, le pays a connu la domination d'un capital monopoliste et des révoltes démocratiques massives.

De nouvelles informations sur les débats des bolchéviques

Alors que les lectrices et lecteurs d'*Inprecor* connaissent bien les analyses de la révolution de la dignité de 2014 rédigées par Zbigniew Kowalewski, qui a écrit plusieurs articles à ce sujet, les analyses présentées dans la première partie de cet ouvrage sont novatrices. L'auteur nous présente les débats jusqu'ici inconnus au sein du Parti bolchévique en 1917-1919, dont des écrits inconnus de V.I. Lénine, rendus accessibles seulement après 1991, alors qu'ils étaient censurés dans l'édition stalinienne de ses *Œuvres complètes*. Ce livre aide à comprendre la dialectique entre une révolution sociale dans un pays impérialiste et une révolution nationale dans une de ses colonies. Et aussi à quel point les bolchéviques et Lénine lui-même en agissant concrètement dans



Jan Malewski

Jan Malewski est militant de la IV^e Internationale en France, ancien membre de sa direction et directeur de publication d'*Inprecor*.

la politique quotidienne, commettaient des erreurs et zigzaguaient. Ce que le stalinisme, en tentant d'imposer « le léninisme » comme un catéchisme, a cherché à nier...

L'actualité de l'impérialisme russe

À sa manière, la révolution de la dignité de Maidan en 2014 signalait l'arrivée en Europe du printemps des peuples commencé au Maghreb et une affirmation de l'indépendance face à la Russie (chapitre 6). L'occupation de la Crimée et l'envoi des Gardes Blancs russes dans le Donbass – début de la guerre de recolonisation de l'Ukraine – sont analysés dans les deux chapitres suivants.

Dans le dernier chapitre, Zbigniew Kowalewski revient sur ses expériences personnelles, tant en Pologne qu'en Amérique latine et en Europe occidentale, liées au problème de l'impérialisme russe et à la difficulté de la gauche occidentale, étrangère aux réalités et aux histoires vécues sous la domination de l'impérialisme russe, de l'analyser. C'est une contribution à cette réflexion nécessaire.

À lire absolument pour tenter d'éviter les mêmes erreurs dans les révolutions à venir ! ■



Zbigniew Marcin Kowalewski, *Révolutions ukrainiennes 1917-1919 & 2014*, Éditions Sylepse, Éditions La Brèche & Instytut Wydawniczy « Książka i Prasa », Paris-Varsovie 2025, 20,00 €, 286 pages.